

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 17/06/2020

N° : 2020/171

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

**Page 3/70**

 **Décisions**

**Page 71/269**

 **Annexes**

**Page 270/286**

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 20/013/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement " le Fioupelan" situé 62 quai du Port à Marseille 13002, à la SARL Asisea, représentée par Romain Cicut**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

### CONSIDÉRANT

La demande de la SARL Asiséa, représentée par Romain Cicut, domiciliée 62 quai du Port 13002 Marseille. RCS Marseille : 879 139 533 00019, en vue d'occuper un emplacement public au 62 quai du Port 13002 Marseille.

### ARRETE

#### Article 1 :

La SARL Asiséa, représentée par Romain Cicut, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement, sis 62 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :



- une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 48 m<sup>2</sup>.  
sur laquelle est implanté :
- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

**Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

**Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mai 2020

## Arrêté n° 20/015/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement situé 16 quai du port à la SARL Marina, représentée par Myriam Aissat**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

### CONSIDÉRANT

- La demande de la SARL Marina, représentée par Myriam Aissat, domiciliée 16 quai du Port 13002 Marseille. RCS Marseille : 881 256 937 00015 ; en vue d'occuper un emplacement public au 16 quai du Port 13002 Marseille.

### ARRETE

#### Article 1 :

La SARL Marina, représentée par Myriam Aissat, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement, sis 16 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse délimitée sans scellement de 38 m<sup>2</sup>  
sur laquelle sont implantés :

- Un parasol
- Deux menus

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

**Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

**Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mai 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/017/CM

**Arrêté suspensif de l'autorisation 19/132/CM accordée à l'association Vous êtes Ici, représentée par Andréa Visini pour l'exploitation du kiosque 5 square Stalingrad 13001 à Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

### CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire du domaine public n° 19/132/CM, délivré le 18 juin 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Vous êtes Ici, représentée par Andréa Visini, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public au 5 Square Stalingrad 13001 Marseille,
- La nécessité de déplacer le kiosque afin de libérer l'espace public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté d'occupation temporaire n°19/132/CM, délivré le 18 juin 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Vous êtes Ici, représentée par Andréa Visini, est suspendu du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 1<sup>er</sup> avril 2020, en raison de la non occupation du domaine public pendant le déplacement du kiosque, et du 2 avril au 1<sup>er</sup> juin 2020 suite aux mesures sanitaires liées à l'épidémie de Covid 19.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente suspension peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

L'intéressé peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen» accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juin 2020

## Arrêté n° 20/019/CM

### **Délégation de fonction de Monsieur Xavier Mery, 5ème membre en qualité de Conseiller Métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R. 423-14 et R. 423-15 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 013-5490/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 portant élection de Monsieur Xavier Mery, 5ème membre en qualité de Conseiller Métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/CM du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- L'arrêté n°19/076/CM du 14 mars 2019 relative à la délégation de fonction donnée par la Présidente de la Métropole à Monsieur Xavier Mery en ce qui concerne les dispositifs opérationnels relatifs à l'habitat indigne et dégradé.



## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la loi prévoit que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Xavier Mery, 5ème membre en qualité de Conseiller Métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne :

- Les décisions relatives au droit des sols déposées dans le périmètre géographique de la GOU y compris les décisions assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation.

### **Article 2 :**

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Xavier Mery reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

- Les arrêtés de permis de construire, d'aménager ou de démolir ;
- Les décisions assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Les décisions sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable ;
- Les décisions de retrait faisant suite à la demande du bénéficiaire de la décision ;
- Les décisions relatives à des demandes de transfert ou de permis modificatif ;
- Les certificats et attestations diverses prévues par le Code de l'urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Les arrêtés ou décisions tacites.

### **Article 3**

Sont exclus du champ de la présente délégation :

Tous les actes relatifs au droit des sols relevant du périmètre de l'Opération d'Intérêt Général (OIN) d'Euromed, situé dans la GOU, lesquels relèvent de la compétence de l'Etat.

**Article 4 :**

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 5 :**

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

**Article 7 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

**Article 8 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 février 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/020/CM

**Délégation de signature à Madame Irène Kester, Directeur adjoint de l'urbanisme à la Ville de Marseille, mise à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la signature des actes d'instruction des dossiers d'autorisation d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R. 423-14 et R. 423-15 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/CM du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- L'information au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 25 novembre 2019 relative à la convention de mise à disposition partielle du Directeur adjoint de l'urbanisme de la Ville de Marseille auprès de la Métropole pour l'instruction des dossier d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU ;
- L'information au Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à la convention de mise à disposition partielle du Directeur adjoint de l'urbanisme de la Ville de Marseille auprès de la Métropole pour l'instruction des dossier d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Février 2020

- La convention de mise à disposition précitée conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

## **CONSIDÉRANT**

Que pour faciliter le contrôle de l'utilisation des sols et l'instruction des dossiers d'autorisations ou de déclarations prévues au Code de l'Urbanisme (y compris les demandes de permis de construire assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation) déposés dans le périmètre géographique de la GOU, il y a lieu de déléguer la signature des documents nécessaires à l'agent chargé de l'instruction desdites demandes ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation est donnée à Madame Irène Kester, attaché principal territorial, Directeur Adjoint de l'urbanisme de la Ville de Marseille, mise à disposition auprès de la Métropole, à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'instruction des dossiers d'autorisations ou de déclarations prévus par le Code de l'Urbanisme (y compris les demandes de permis de construire assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation) et déposés dans le périmètre géographique de la GOU, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette délégation porte sur :

- Les documents prévus par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation dans les domaines précités (incomplétudes, consultations de services, notification de délais, etc.),
- La correspondance générale,
- Les états de mise en recouvrement des taxes,
- La transmission des décisions au Préfet pour contrôle de légalité.

### **Article 2 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Kester, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

### **Article 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 février 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/021/CM

**Abrogation de l'arrêté 19/234 CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement KFC situé 4 quai de Rive Neuve 13001 à la SAS AmRest Opco, représentée par Monsieur Sébastien Morin.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer la circulation des piétons dans les conditions de sécurité requise ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 19/234/CM est abrogé

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 19/234/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement KFC situé 4 quai de Rive neuve 13001 à la SAS AmRest Opco représenté par Monsieur Sébastien Morin est abrogé dans les six (6) mois qui suivent la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté

### **Article 3 :**

Que l'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/024/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 25C  
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 25C, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 25C situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020



**Arrêté n° 20/025/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 27C  
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mai 2020**

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 27C, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 27C situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mai 2020

**Arrêté n° 20/027/CM**

**Abrogation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 20 situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- L'arrêté n° 19/163/CM du 15 juillet 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrains du lot 20 sur la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2020**

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 20 situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que le projet de vente du lot 20 n'a pas été concrétisé ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 20 n'a plus lieu d'être et doit en conséquence être abrogé.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est abrogé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 20, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 20 situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2020

**Arrêté n° 20/028/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire pour la terrasse de l'établissement « la Tête d'Ail », sis 13 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat , à la SARL Petit Jules, représentée par Gil Gueit**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI-014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du Littoral de la Ciotat.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 001-6832/19/CM du 26 septembre 2019, approuvant la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à la Ciotat ;
- La convention pour la réalisation de la terrasse couverte du restaurant « la Tête d'Ail », situé 13 bd Anatole France 13600 La Ciotat, et conclue avec la SARL Petit Jules, représentée par Gil GUEIT le 2 avril 2014
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte Architecturale des Terrasses de La Ciotat.

## **CONSIDÉRANT**

- La délibération n° VOI 001-6832/19/CM du 26 septembre 2019, approuvant la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à La Ciotat ;
- Les justificatifs fournis par la SARL Petit Jules, représentée par Gil Gueit, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Petit Jules, représentée par Gil Gueit, enregistrée au RCS Marseille sous le n°80128817600010, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « la Tête d'Ail », sis 13 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat et d'y installer :

- 33.55 m<sup>2</sup> de terrasse couverte par velum

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte Architecturale des terrasses de la Ciotat.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

### **Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le Code du Travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 9 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

## Arrêté n° 20/029/CM

**Arrêté d'occupation temporaire pour la terrasse de l'établissement « Le Golfe », sis 15 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat à La SAS MSCF, représentée par Marie Christine Fréon.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI-014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du Littoral de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 001-6832/19/CM du 26 septembre 2019, approuvant la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à La Ciotat ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 16/646/CM du 23 novembre 2016 émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la terrasse du restaurant « Le Golfe », situé 15 bd Anatole France 13600 La Ciotat, et conclue avec la SAS MSCF, représentée par Marie Christine Fréon ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte Architecturale des Terrasses de La Ciotat.



## **CONSIDÉRANT**

- Les justificatifs fournis par la SAS MSCF, représentée par Marie Christine Fréon, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS MSCF, représentée par Marie Christine Fréon, enregistrée au RCS Marseille sous le n°818 956 6900015, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « Le Golfe », sis 15 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat et d'y installer :

- 63.82 m<sup>2</sup> de terrasse couverte par velum

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte Architecturale des terrasses de la Ciotat.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

### **Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du Travail pendant toute la durée de l'occupation.

### **Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

**Arrêté n° 20/030/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire pour la terrasse de l'établissement « Au Bonheur de Saïgon », sis 19 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat à la SARL Au Bonheur de Saïgon, représentée par Monsieur Thiet Hung PHAN**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI-014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du Littoral de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 001-6832/19/CM du 26 septembre 2019, approuvant la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à La Ciotat ;
- La convention pour la réalisation de la terrasse couverte du restaurant « Au Bonheur de Saïgon », situé 19 bd Anatole France 13600 La Ciotat, et conclue avec la SARL Au Bonheur de Saïgon, représentée par Monsieur Thiet Hung Phan, le 14 janvier 2013 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte Architecturale des Terrasses de La Ciotat.

**Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020**

## **CONSIDÉRANT**

- Les justificatifs fournis par la SARL Au Bonheur de Saigon, représentée par Monsieur Thiet Hung Phan, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Au Bonheur de Saigon, représentée par Monsieur Thiet Hung Phan, enregistrée au RCS Marseille sous le n°377 869 722 00019, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « Au Bonheur de Saigon », sis 19 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat et d'y installer :

- 27.14 m<sup>2</sup> de terrasse couverte par velum

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte Architecturale des terrasses de la Ciotat.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

### **Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le Code du Travail pendant toute la durée de l'occupation.

### **Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

## Arrêté n° 20/031/CM

**Arrêté d'occupation temporaire pour la terrasse de l'établissement « L'Oyster », sis 22 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat à la SARL L'Ile Verte, représentée par Frédérique David**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI-014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du Littoral de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 001-6832/19/CM du 26 septembre 2019, approuvant la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à La Ciotat ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 16/498/CM du 23 novembre 2016 émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la terrasse du restaurant « l'Oyster », situé 22 boulevard Anatole France 13600 La Ciotat, et conclue avec la SARL L'Ile Verte, représentée par Frédérique David ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte Architecturale des Terrasses de La Ciotat.

## **CONSIDÉRANT**

- Les justificatifs fournis par la SARL L'Ile Verte, représentée par Frédérique David, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL L'Ile Verte, représentée par Frédérique David, enregistrée au RCS Marseille sous le n°793 750 613 00010, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « L'Oyster », sis 22 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat et d'y installer :

- 19.32 m<sup>2</sup> de terrasse couverte par velum

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte Architecturale des terrasses de La Ciotat.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

### **Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le Code du Travail pendant toute la durée de l'occupation.

### **Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020



## Arrêté n° 20/033/CM

**Abrogation de l'arrêté 17/227/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Burger King situé 23 quai des Belges 13001 à la SASU France Quick, représentée par Madame Audrey Donini.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer la circulation des piétons dans les conditions de sécurité requise ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 17/227/CM est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juin 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 17/227/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Burger King situé 23 quai des Belges 13001 à la SASU France Quick, représentée par Madame Audrey Donini est abrogé dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Que l'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 10 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/034/CM

**Abrogation de l'arrêté 18/002/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Steak and Shake situé 15 quai de Rive Neuve 13001 à la SARL Vieux Port représentée par Monsieur Jérémie Baran.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;

### CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer la circulation des piétons dans les conditions de sécurité requise ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 18/002/CM est abrogé.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 18/002/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Steak and Shake situé 15 quai de Rive Neuve 13001 à la SARL Vieux Port représentée par Monsieur Jérémie Baran est abrogé dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Que l'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/035/CM

**Abrogation de l'arrêté 17/148/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Mac Donald's situé 7 quai de Rive Neuve 13001 à la SARL MRN représenté par Monsieur Mohamed Abbassi.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;

### CONSIDÉRANT

- Que la nécessité d'assurer la circulation des piétons dans les conditions de sécurité requise ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 17/148/CM est abrogé.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 17/148/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Mac Donald's situé 7 quai de Rive Neuve 13001 à la SARL MRN représenté par Monsieur Mohamed Abbassi est abrogé dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Que l'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/036/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire pour le kiosque presse situé Place Stalingrad-angle rue Consolat 13001 Marseille, à Monsieur Douagui Miloud**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

**CONSIDÉRANT**

La demande de Monsieur Douagui Miloud, domicilié 247 Bd Romain Rolland – la Sauvagère Bât A2 13010 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public situé Place Stalingrad-angle rue Consolat 13001 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Monsieur Douagui Miloud, domicilié 247 Bd Romain Rolland – la Sauvagère Bât A2 13010 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°423 250 620 00030, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 12m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis Angle rue Consolat / square Stalingrad 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2020



Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule

- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 11 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 12 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/037/CM

**Abrogation de l'arrêté 17/150/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Burger Killer la Maison Cup Cake situé 2-4 rue Fortia angle quai de Rive Neuve 13001 à la SAS Voglia di Pasta représenté par Monsieur Phillipe Added.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

### CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer la circulation des piétons dans les conditions de sécurité requise ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 17/150/CM est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juin 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 17/150/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Burger Killer la Maison Cup Cake situé 2-4 rue Fortia angle quai de Rive Neuve 13001 à la SAS Voglia di Pasta représenté par Monsieur Phillipe Added est abrogé dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Que l'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/038/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé Place Edmond Audran 13004, à la SARL Tarpain, représentée par Monsieur Vincent Biron.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2020

- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

## **CONSIDÉRANT**

- L'appel à candidature lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 10 mars 2020 pour l'attribution du kiosque situé place Edmond Audran 13004 afin d'y exercer une activité de dépôt de pains biologiques sur le domaine public ;
- L'attribution de l'exploitation dudit kiosque à la SARL Tarpain, représentée par Monsieur Vincent Biron.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Tarpain, représentée par Monsieur Vincent Biron, et enregistrée au RCS Marseille sous le numéro 852 597 780 00018, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 16 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis Place Edmond Audran 13004, en vue de procéder à la vente de pains biologiques.

Toute autre activité est interdite sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de notification de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique, au règlement de voirie et la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.



De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/039/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 2 place Félix Baret 13006 Marseille, à la SARL Macamaloya, représentée par Monsieur Nicolas Decitre**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entrepôt et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;

- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui règlemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;

### **CONSIDÉRANT**

- L'appel à candidature lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 24 février 2020 pour l'attribution du kiosque situé 2 place Félix Baret 13006 afin d'y exercer une activité de glacier sur le domaine public ;
- L'attribution de l'exploitation dudit kiosque à la SARL Macamaloya, représentée par Monsieur Nicolas Decitre.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

La SARL Macamaloya représentée par Monsieur Nicolas Decitre, et enregistrée au RCS Marseille sous le numéro 793 896 51500012, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 16 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis 2 place Félix Baret 13006, en vue de procéder à la vente de glaces.

Toute autre activité est interdite sur cet emplacement.

#### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date de notification de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

#### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Événements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/040/CM**

**Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de délégation de signature n° 18/369/CM du 7 janvier 2019 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

**ARRETE**

**Article 1 :**

Considérant l'état d'urgence sanitaire déclaré pour une durée de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents et actes, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, relatifs à des acquisitions liées à la gestion de la crise sanitaire

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200325-20-040-  
CM-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020

**1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre:**

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

**2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre**

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre quel qu'en soit le motif.

Cette délégation emporte également signature des pièces et actes décisives nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats.

Cette délégation vaut pour toute la durée de l'état d'urgence et se substitue aux arrêtés en vigueur s'agissant de la gestion de la crise sanitaire.



**Article 2 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Si Monsieur Domnin Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

**Article 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aurélie Cerutti

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Aurélie Cerutti la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Anne-Cécile Debono

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 2020

Martine VASSAL



## Arrêté n° 20/041/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la réalisation des travaux de desserte en réseaux de télécommunication dans la zone d'activités de l'extension Gandonne sur la commune de Salon de Provence**

#### **VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code de la Voirie Routière ;
- le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la demande en date du 12 mars 2020 par laquelle la société Orange sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de desserte en réseaux de télécommunication pour la Société Reflets du Sud/ lot n°8 - extension de la Z.A. Gandonne – 13300 Salon de Provence.
- l'état des lieux ;

#### **CONSIDERANT**

Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de desserte en réseaux telecom, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions règlementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

➤ Travaux effectués :

Pose d'un câble multipaire 8 paires passant par les chambres L2T 5150 / L2T 5149 / L1T 5151 / L2T 5127 / L1T 5154 pour alimenter la Société Reflets du Sud dans des fourreaux existants sur un linéaire de l'ordre de 200 ml.

Aucun travail de voirie n'est à prévoir, dans la Z.A. extension de la Gandonne à Salon de Provence, lieu de pose desdits câbles télécom.

Le demandeur aura à sa charge les procédures de DT/DICT éventuellement nécessaires.

Les travaux devront être réalisés dans l'année suivant la notification de l'arrêté.

### **Article 2 :**

Cette autorisation n'est délivrée qu'à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

### **Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

### **Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

### **Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

### **Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

### **Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

recu au controle de légalité le 23 avril 2020

**Article 8 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Marseille, le 23 avril 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/042/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour raccordement au réseau électrique dans la zone d'activités d'Euroflory sur la commune de Berre l'Etang**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du 27 février 2020 par laquelle la société Enedis sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de raccordement au réseau électrique pour le compte de la société Prestation Location Service, 149 Allée Henri Becquerel, ZA Euroflory, 13130 Berre l'Etang ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

#### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de raccordement au réseau public d'électricité, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

➤ Travaux effectués :

Réalisation d'un branchement d'environ 18 mètres, avec terrassements entre le 20 mars 2020 et le 31 juillet 2020, 149 allée Henri Becquerel - Zone Euroflory – 13130 Berre l'Etang.

**Article 2:**

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

**Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

**Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

**Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

**Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

Monsieur le Directeur Général des Services Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/043/CM

### Arrêté d'engagement - Modification n°2 du PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération n°FAG 165-8066/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 concernant la délégation des compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde et ses évolutions successives en vigueur ;



- Le jugement du Tribunal Administratif de Toulon n°1704022, 1704023 du 29 janvier 2019 annulant partiellement la délibération du conseil municipal portant approbation du Plan Local d'Urbanisme du 21 mars 2017 de la commune de Saint Marc Jaumegarde en tant qu'elle approuvait la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2 ;
- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 du 25 février 2020 qui enjoint la Métropole Aix-Marseille-Provence à «[...] d'engager une procédure de modification du PLU adopté le 21 mars 2017, s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone Udf1p2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêt ».

## **CONSIDÉRANT**

- Que suite à l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose de deux mois à compter de la notification de l'arrêt pour engager la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Saint Marc Jaumegarde ;
- Que l'objectif de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde est envisagé en application de l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020 afin de :
  - De procéder un nouveau classement du secteur Udf1p2 au lieu-dit du Grand Prignon.
- Qu'il apparait en conséquence nécessaire d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde sur ce point ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection dictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il est engagé une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde en application de l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020.

### **Article 2 :**

La modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde a notamment pour objet de procéder à un nouveau classement du secteur Udf1p2 du lieu-dit du Grand Prignon.

L'objet de la présente procédure engendrera des modifications des pièces écrites et graphiques du règlement du Plan Local d'Urbanisme en conséquence.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 avant d'être soumis à enquête publique.

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020**

**Article 4 :**

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Saint Marc Jaumegarde sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

**Article 5 :**

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Marc Jaumegarde, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 6 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 juin 2020

**Martine VASSAL**

# DÉCISIONS

## Décision n° 20/139/D

### **Occupation temporaire du domaine public par des commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée pour l'année 2019**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée autorise une occupation partielle d'une parcelle d'environ 10m<sup>2</sup> de la ZAC du Petit Arbois afin que des prestataires puissent installer leurs véhicules alimentaires afin de compléter l'offre alimentaire de la ZAC du Petit Arbois ;
- Que suite à une résiliation d'occupation d'un food truck occupant un emplacement le lundi midi et au souhait de le remplacer ;

- Que le commerce alimentaire ambulant de type « Food Truck »

- L'Orientable

A proposé ses services de commerces ambulant selon un planning journalier défini et qu'en conséquence il convient de régulariser cette exploitation par un titre d'occupation ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'acte d'occupation temporaire de l'espace public du Technopôle de l'Arbois du Food Truck « L'Orientable » à compter du 18 Novembre 2019 et jusqu'au 23 décembre 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, est autorisée, à signer tous les actes afférents.

### **Article 3 :**

La convention est consentie moyennant une redevance de 15 euros par journée d'occupation.

### **Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 70328- Chapitre 70-Fonction 61.

### **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020

## Décision n° 20/140/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise Watinyoo, dont l'activité est la conception de production et gestion de chaleur utilisant des énergies renouvelables disponibles localement locataire d'un bureau de 17,81m² à la pépinière Cleantech, nous a fait part de son souhait de domicilier la SAS Energies Durables Développement, en cours de création, dans ses locaux ;
- Que ces 2 sociétés sont liées juridiquement sous forme de filiale et holding ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020

- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette autorisation de domiciliation par un avenant à ladite convention d'occupation précaire.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant de l'entreprise :

- Watinyoo : autorisation de domiciliation de la SAS Energies Durables Developpement (en cours de création) dans les locaux de la société Watinyoo, au bâtiment Cleantech à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019.

Recette initiale : 1 513,80 euros Hors Taxes et Hors Charges

Avenant sans incidence financière

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/141/D

**Approbation de l'avenant à la convention à titre onéreux de mise à disposition d'un terrain cadastré N° 43 et 45 section KW sis au Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée à Aix-en-Provence, au bénéfice de la société Free dans le cadre de l'exploitation d'un relais radio communication**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°ECO 007-2873/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, relative à l'approbation d'une convention avec l'opérateur téléphonique Free Mobile autorisant l'installation d'antennes relais sur l'ancien château d'eau de la zone du Technopôle de l'Arbois ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.



## **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, la société Free a installé, exploité et entretenu une station relais installée sur le château d'eau sis au Technopôle de l'Arbois, Domaine du Petit Arbois à Aix-en-Provence, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vertu d'une convention d'occupation temporaire conclu le 1er mars 2018 ;
- Que la société Free a sollicité le transfert de ladite convention au profit de la société Iliad 7 ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette modification administrative par un avenant.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant ayant pour objet de fixer les conditions et modalités de ce transfert.  
A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 Iliad 7 est subrogé dans tous les droits et obligations de l'opérateur au titre de la convention.

Recette initiale inchangée : 14 500 euros HT/HC/an du 01/03/2018 au 28/02/2030.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 70323-Fonction 61-Chapitre 70

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/142/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises :
  - Technobam : conception de produits dédiés à la démoustication éco responsable.
  - Société VH93 : technologie qui permet de capter l'énergie des courants marins ou fluviaux pour produire de l'électricité ; viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par un titre d'occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'acte d'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Technobam : Convention d'occupation précaire portant sur un local de stockage pour une surface de 56,49 m<sup>2</sup> au bâtiment pépinière Mégie pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 31 janvier 2020.

Recette: 748,50 euros HT/HC.

- Société VH93 : Convention d'occupation précaire portant sur des bureaux pour une surface de 22,49 m<sup>2</sup> au bâtiment pépinière CleanTech pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2019 au 30 novembre 2024.

Recette annuelle : 1 911,65 euros HT/HC.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/143/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'association Alumni Business Angels, spécialisée en accompagnement des entrepreneurs dans leurs stratégies de développement vient d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'acte d'implantation de l'association dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Association Alumni Business Angels : Bail de courte durée pour les structures d'aides à l'innovation en pépinière portant sur un bureau de 22,5m<sup>2</sup> à la pépinière Cleantech du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 31 octobre 2022.

Recette : 2 475 euros Hors Taxes et Hors Charges /an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/144/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise Acwa Robotics, domaine de la robotique permettant le diagnostic des réseaux d'eau potable vient d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'acte d'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Société Acwa Robotics: Convention de services et d'occupation précaire portant sur un bureau de 18,80m<sup>2</sup> à la pépinière Cleantech du 1<sup>er</sup> décembre 2019 au 30 novembre 2024.  
Recette : 1 598 euros Hors Taxes et Hors Charges/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/145/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;



- Que les entreprises suivantes :
  - Yes We Sun, expert en énergie solaire,
  - Sinilux, transfert des données par la lumière,
  - A3I, expert en éco-conception des procédés industriels, viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'acte d'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Yes We Sun: Convention d'occupation précaire portant sur un espace de stockage de 10,79m<sup>2</sup> au bâtiment CleanTech du 15/12/2019 au 14/06/2020.

Recette : 571,87 euros HT/HC/an

- Sinilux : Convention de services et d'occupation précaire portant sur un bureau de 18,8m<sup>2</sup> au bâtiment RIFKIN/pépinière Cleantech du 01/01/2020 au 31/12/2024.

Recette : 2 029,80 euros HT/HC/an

- A3I : Bail de courte durée portant sur un bureau de 16,47m<sup>2</sup> au bâtiment Poincaré du 01/01/2020 au 31/12/2022.

Recette : 2 635,20 euros HT/HC/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/146/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise :
  - ICPS: bureau d'étude spécialisé en ingénierie mécanique et développement de prototypes déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois et pour laquelle une prolongation de bail nous est demandée ;

Qu'en conséquence il convient de régulariser cette prolongation par un avenant ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant de l'entreprise:

- ICPS: Convention d'occupation portant sur des bureaux d'une surface de 41,30 m<sup>2</sup> au bâtiment CLEANTECH pour la période du 1/01/2020 au 31/03/2020.  
Recette: 1 445,49 euros HT/HC.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/147/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019 ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;  
Que les entreprises suivantes viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par un titre d'occupation :
  - SFC Sud, cabinet d'expertise comptable, audit et conseil,
  - Nivotech, société en cours d'immatriculation, spécialisée dans le système de gestion de l'entretien des ouvrages de rétention d'eaux pluviales,

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'acte d'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SFC Sud : Bail de courte durée portant sur une surface de bureau de 49,41m<sup>2</sup> au bâtiment H. Poincaré pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022.

Recette : 8 212,93 euros Hors Taxes et Hors Charges/an.

- NIVOTECH :

- Convention de services et d'occupation précaire portant sur une surface de bureau de 12,60m<sup>2</sup> au bâtiment pépinière CleanTech pour la période du 8 janvier 2020 au 7 janvier 2025.

Recette : 1 071 euros Hors Taxes et Hors Charges/an

- Convention d'occupation précaire portant sur un local à usage de stockage de 17,18m<sup>2</sup> au bâtiment Laennec pour la période du 8 janvier 2020 au 7 janvier 2025.

Recette : 910,54 euros Hors Taxes et Hors Charges/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/148/D**

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020**

- Que l'entreprise Tamba Labs, développement de produits issus de matières bio-sourcées et de la chimie verte, Vient d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer le titre d'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Tamba Labs : Convention d'occupation précaire portant sur un bureau de 16,55m<sup>2</sup> au bâtiment CleanTech du 1<sup>er</sup> février 2020 au 31 janvier 2025.

Recette : 1 406,76 euros HT/HC/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/224/D

### Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec Monsieur Stéphane Rutily

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°19-325 D du 9 mai 2019 du Conseil de la Métropole du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec Monsieur Stéphane Rutily ;
- L'arrêté n°19/226/CM portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une procédure de préemption afin de se rendre propriétaire d'un bien situé 3, 5 et 7 rue Sauveur Tobelem – 50 rue d'Endoume et 2, 4, 6 et 8 rue Pascal 13007 Marseille ;
- Que Stéphane Rutily occupe actuellement des locaux d'une surface de 57,01m<sup>2</sup> situés au 5 rue Sauveur Tobelem 13007 Marseille et a sollicité la Métropole pour signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dès lors que la Métropole sera effectivement propriétaire, permettrait d'éviter que le contrat soit requalifié en bail commercial ;



- Que la convention prendra effet lorsque l'acte de vente permettant à la Métropole de devenir propriétaire aura été signé et que l'ensemble des sommes consignées pour rendre cet acte exécutoire auront été versées par la Métropole ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Dans l'éventualité où la Métropole se rendrait effectivement acquéreur du bien situé 3, 5 et 7 rue Sauveur Tobelem – 50 rue d'Endoume et 2, 4, 6 et 8 rue Pascal 13007 Marseille de signer au profit de Stéphane Rutily une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction et pouvant être dénoncée à tout moment sous réserve d'un préavis de trois mois.

### **Article 2 :**

Le montant de la redevance est fixé à de 6 840 euros Hors Taxe et Hors Charge. Le montant des charges trimestrielles est de 12 euros Hors Taxe et Hors Charge. L'occupant devra s'acquitter de toutes les charges et prestations de l'Immeuble pouvant légalement lui être imputées (TEOM, Taxe Foncière...) au prorata de sa quote-part.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole : sous-section politique A130 – nature 164, – fonction 020 chapitre 11.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/236/D

### **Avenant n°1 au bail dérogatoire signé avec la SCI De la Cride à compter du 6 janvier 2020 pour le local commercial situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence établissant les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale ;
- L'Arrêté n°19/226/CM portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail un local à usage de commerce situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille pour 3 ans à compter du 6 janvier 2020, en vue de le sous-louer à un tiers qui pratiquera une activité commerciale ;
- Que le document signé précisait, à tort, que le bail était soumis à la TVA ;
- Qu'en conséquence, il est proposé un avenant au bail dérogatoire signé avec la SCI DE LA CRIDE et prenant effet le 6 janvier 2020 pour régulariser la situation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant au bail dérogatoire au statut des baux commerciaux signé avec la SCI La Cride et prenant effet le 6 janvier 2020 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

### **Article 2 :**

L'avenant modifie les articles 13 et 15 du bail qui seront désormais rédigés comme ci-après :

« Article 13 – Loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de 8400 euros (huit mille quatre cent euros) que le Preneur s'oblige à payer au Bailleur en quatre termes égaux de 2100 euros, les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre de chaque année. »

« Article 15 - Charges, prestations et taxes

(.....)

Le présent bail n'est pas soumis à la TVA. »

### **Article 3 :**

Les autres conditions du bail initial demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020**

## Décision n° 20/237/D

### Clôture régie transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision de création d'une régie de recettes n°16/347/D du 23 novembre 2016 ;
- La décision de création de sous-régies de recettes n°16/346/D du 23 novembre 2016 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 18 février 2020.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'il est nécessaire de clôturer la régie des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La régie des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix par décision n°16/347/D est clôturée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

La décision n°16/347/D du 23 novembre 2016 est abrogée à compter de cette date.

La décision n°16/346/D du 23 novembre 2016 est abrogée à compter de cette date.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 mai 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/238/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM du lot 8 d'un immeuble situé au 32 rue du Musée à Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 0225 appartenant à Monsieur Jacques Fouquerand.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence ;

- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 201 20 M0057 reçue en mairie de Marseille le 10 février 2020 portant aliénation de l'immeuble cadastré section 803 A 0225 sis 32 rue du Musée Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Jacques Fouquerand.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam ;
- Que le bien se situe en zone Uap (centre-ville / protection des formes structurantes) ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et de créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition du lot 8 d'un immeuble cadastré 803 A 0225 sis 32 rue du Musée Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Jacques Fouquerand d'une surface habitable de 55,049 m<sup>2</sup> ;

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mai 2020**

## Décision n° 20/239/D

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soléam d'un immeuble situé 66 rue du Progrès à Marseille 5ème arrondissement cadastré 820 E 374 appartenant à la SCI Yannickstelle.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n° 07/1256/EHCV du 10 décembre 2017 créant le dispositif d'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 délégrant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;



- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 205 20 M0021 reçue en mairie de Marseille le 23 janvier 2020 portant aliénation de la parcelle cadastrée 820 E 374 sise 66 rue du Progrès à Marseille 5<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à la SCI Yannickstelle.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et de créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements ;
- Que ce bien entre dans le périmètre de la Concession d' Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) ;
- Que ce bien est un immeuble dégradé suivi dans le cadre d'un dispositif d'aide aux propriétaires privés intitulé OAHD, contractualisé en 2009 entre la Ville de Marseille, la Région et la Communauté Urbaine Provence Métropole, délégataire des aides à l'habitat privé de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) ;
- Que ce bien fait l'objet d'une vacance totale ;
- Qu'il existe des signalements faits auprès du Service Hygiène depuis 2001 avec l'établissement de mise en demeure et suivi par le service de sécurité.

### **DÉCIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 820 E 374 d'une contenance de 91m<sup>2</sup>, situé 66 rue du Progrès à Marseille 5<sup>ème</sup> arrondissement, appartenant à la SCI Yannickstelle

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020

## Décision n° 20/240/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam des lots 6 et 7 d'un immeuble situé au 32 rue du Musée à Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 0225 appartenant à Monsieur Patrick Boero.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n ° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la ville de Marseille ;

- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 201 20 M0056 reçue en mairie de Marseille le 10 février 2020 portant aliénation de l'immeuble cadastré section 803 A 0225 sis 32 rue du Musée Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Patrick Boero.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que ce bien est situé en zone Uap (centre-ville / protection des formes structurantes)
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et de créer 20 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots 6 et 7 d'un immeuble cadastré 803 A 0225 sis 32 rue du Musée Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Patrick Boero, d'une surface habitable de 45,512 m<sup>2</sup> ;

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020**

## Décision n° 20/241/D

### **Prorogation du bail relatif à la location de locaux d'une surface de 50 m<sup>2</sup> situés 1 et 3 cours Sextius – 13100 Aix-en-Provence.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 18/270/CM de délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence loue des locaux pour la Direction de la Commande Publique et la Direction des Affaires Juridiques d'une surface de 50 m<sup>2</sup> situés 1 et 3 cours Sextius – 13100 Aix-en-Provence.
- Que ce bail arrive à échéance le 31 mars 2020 ;
- Qu'il convient de proroger le bail.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la prorogation du bail qui commencera à courir le 1<sup>er</sup> avril 2020 pour se terminer le 31 mars 2021 entre la SCI de la plage et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les locaux d'une surface de 50 m<sup>2</sup> situés 1 et 3 cours Sextius – 13100 Aix-en-Provence moyennant un loyer annuel de 9420 euros HT hors charges.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011, nature 6132 (loyers) et 614 (charges).

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020**

## Décision n° 20/242/D

### **Prorogation du bail relatif à la location de locaux d'une surface de 330 m<sup>2</sup> situés 1 et 3 cours Sextius - 13100 Aix-en-Provence.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 18/270/CM de délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence loue des locaux pour la Direction de la Commande Publique et la Direction des Affaires Juridiques d'une surface de 330 m<sup>2</sup> situés 1 et 3 cours Sextius – 13100 Aix-en-Provence.
- Que ce bail arrive à échéance le 31 mars 2020 ;
- Qu'il convient de proroger le bail.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la propagation du bail qui commencera à courir le 1<sup>er</sup> avril 2020 pour se terminer le 31 mars 2021 entre Messieurs Blanchard Gilles et Frédéric et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les locaux d'une surface de 330 m<sup>2</sup> situés 1 et 3 cours Sextius – 13100 Aix-en-Provence moyennant un loyer annuel de 59 811.6 euros Hors Taxes hors charges.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011, nature 6132 (loyers) et 614 (charges).

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

20 / 243 / D1



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550090

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
307502831

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle  
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500189

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13114 Ventabren

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
VENTABREN\_COCOON AGE  
Résidence Intergénérationnelle  
D64 - Zac de l'Héritière  
13122 Ventabren



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 46 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 46 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 27 logements PLUS

- 19 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 186 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	186 200,00	6,22%
Subvention EPCI	276 261,00	9,23%
Subvention Département	270 000,00	9,02%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>732 461,00</b>	<b>24,47%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	710 687,00	23,74%
Prêt CDC logement	1 018 422,00	34,02%
Prêts Autres	285 000,00	9,52%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 014 109,00</b>	<b>67,28%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	247 000,00	8,25%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>247 000,00</b>	<b>8,25%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 993 570,00</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	246 005,00	6,30%
Subvention Département	390 000,00	9,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>636 005,00</b>	<b>16,29%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 026 118,00	26,28%
Prêt CDC logement	1 486 592,00	38,07%
Prêts Autres	405 000,00	10,37%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 917 710,00</b>	<b>74,72%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	351 000,00	8,99%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>351 000,00</b>	<b>8,99%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 904 715,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	660 000,00	9,57%
Subvention Etat	186 200,00	2,70%
Subvention EPCI	522 266,00	7,57%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 368 466,00</b>	<b>19,84%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 505 014,00	36,31%
Prêt CDC foncier	1 736 805,00	25,18%
Prêts Autres	690 000,00	10,00%

Sous-total Prêts	4 931 819,00	71,49%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	598 000,00	8,67%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	598 000,00	8,67%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	6 898 285,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	6 898 285,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 923 266,41 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	1 793,90 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	27	1 793,90 m²
Assiette *	:	2 908 705,39 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	19	1 242,45 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	19	1 242,45 m²
Assiette *	:	2 014 561,02 €
Taux de subvention	:	9,24 %
SUBVENTION	:	186 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 46	Surface utile :	3 036,35 m²
Assiette : 4 923 266,41 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>186 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,78 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>186 200,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 850 041,80 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 316 764,20 €
Prestations intellectuelles et frais	43 143,00 €
Prix de revient H.T.	6 209 949,00 €
Montant de la TVA	688 336,00 €
Prix de revient TTC	6 898 285,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 271,90 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 2 4 4 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550275

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
307502831

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle  
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500190

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13114 Ventabren

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** VENTABREN \_COCOON AGE \_PLS  
D64 - Zac de l'Héritière  
13122 Ventabren



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 21 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 21 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 21 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	109 148,00	3,32%	
Subvention Département	270 000,00	8,20%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>379 148,00</b>	<b>11,52%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	814 546,00	24,74%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	739 561,00	22,46%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	771 112,00	23,42%	1,86%
Prêts Autres	315 000,00	9,57%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 640 219,00</b>	<b>80,19%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	273 000,00	8,29%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>273 000,00</b>	<b>8,29%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 292 367,00</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 292 367,00</b>		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 417,50 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>21</b>	<b>1 417,50 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 21	Surface utile :	1 417,50 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	881 085,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 055 866,40 €
Prestations intellectuelles et frais	26 301,00 €
Prix de revient H.T.	2 963 253,00 €
Montant de la TVA	329 114,00 €
Décision No : 20191305500190	Page : 3/4

Prix de revient TTC

3 292 367,00 €

Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 322,66 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 245 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550250

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500274

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13203 Marseille - 3e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Bons Voisins  
rue gaillard st Mauront  
13003 Marseille - 3e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 27 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 27 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS

- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	107 800,00	6,19%
Subvention Commune	77 000,00	4,42%
Subvention Région	55 000,00	3,16%
Subvention EPCI	33 000,00	1,89%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>272 800,00</b>	<b>15,66%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	816 460,00	46,87%
Prêt CDC foncier	381 702,00	21,91%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 198 162,00</b>	<b>68,78%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	270 963,00	15,56%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>270 963,00</b>	<b>15,56%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 741 925,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	112 000,00	4,42%
Subvention Région	80 000,00	3,16%
Subvention EPCI	16 000,00	0,63%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>208 000,00</b>	<b>8,21%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 376 378,00	54,32%
Prêt CDC foncier	555 203,00	21,91%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 931 581,00</b>	<b>76,24%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	394 130,00	15,56%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>394 130,00</b>	<b>15,56%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 533 711,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	189 000,00	4,42%
Subvention Etat	107 800,00	2,52%
Subvention EPCI	49 000,00	1,15%
Subvention Région	135 000,00	3,16%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>480 800,00</b>	<b>11,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 192 838,00	51,29%
Prêt CDC foncier	936 905,00	21,91%



Sous-total Prêts	3 129 743,00	73,20%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	665 093,00	15,56%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	665 093,00	15,56%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 275 636,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	4 275 636,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 3 100 496,64 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 071,90 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 071,90 m²
Assiette *	:	1 816 375,55 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	757,80 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	757,80 m²
Assiette *	:	1 284 121,09 €
Taux de subvention	:	8,39 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 27	Surface utile :	1 829,70 m²
Assiette : 3 100 496,64 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>107 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,48 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>107 800,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	931 245,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 332 035,00 €
Prestations intellectuelles et frais	631 647,00 €
Prix de revient H.T.	3 894 927,00 €
Montant de la TVA	380 709,00 €
Prix de revient TTC	4 275 636,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 336,80 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention API..

20 / 246 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550288

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500273

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13203 Marseille - 3e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** BONS VOISINS - PLS  
rue gaillard st Mauront  
13003 Marseille - 3e arrondissement

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,  
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,  
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,  
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,  
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	33 000,00	1,89%	
<b>Sous-total Subventions</b>	33 000,00	1,89%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	506 681,00	29,09%	1,86%
CDC foncier PLS	381 702,00	21,91%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	888 383,00	51,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	820 543,00	47,11%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	820 543,00	47,11%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 741 926,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 741 926,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

11

681,20 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

11

681,20 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11

Surface utile :

681,20 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	379 396,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	950 088,00 €
Prestations intellectuelles et frais	257 337,00 €
Prix de revient H.T.	1 586 821,00 €
Montant de la TVA	155 105,00 €
Prix de revient TTC	1 741 926,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 557,14 €/m²



### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 247 / D -



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550263

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
788058030

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

ADOMA

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500199

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13028 La Ciotat

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**  
Pensions de famille (Maisons relais)

**Type de bénéficiaire**  
Publics issus de FTM

**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Construction d'une pension de Famille le Peymian  
Création de 25 logements  
490 avenue Joseph Roumanille  
13600 La Ciotat

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 25 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 245 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

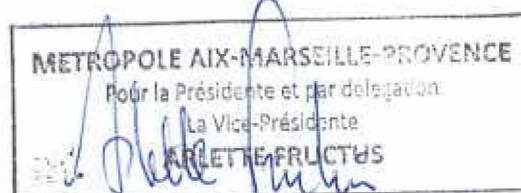
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	245 000,00	14,70%
Subvention EPCI	200 000,00	12,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>445 000,00</b>	<b>26,70%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Autres	1 055 123,00	63,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 055 123,00</b>	<b>63,30%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	166 680,00	10,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>166 680,00</b>	<b>10,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 666 803,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 666 803,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 1 754 725,95 €**

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	25	611,00 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	25	611,00 m²
Assiette *	+	1 754 725,95 €
Taux de subvention	+	13,96 %
SUBVENTION	+	245 000,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25	Surface utile :	611,00 m²
Assiette : 1 754 725,95 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>245 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	13,96 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 245 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	81 250,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 494 107,00 €
Prestations intellectuelles et frais	91 446,00 €
Prix de revient H.T.	1 666 803,00 €
Montant de la TVA	
Prix de revient TTC	1 666 803,00 €

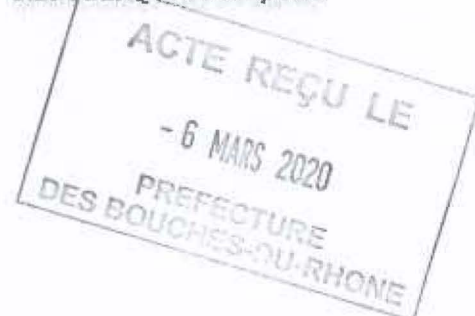
Prix de revient TTC au m<sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)

2 727,99 €/m<sup>2</sup>

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550153

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500212

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13062 Mimet

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** MIMET - DOMAINE DU LAOU  
929 ROUTE DE GARDANNE  
13105 Mimet

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

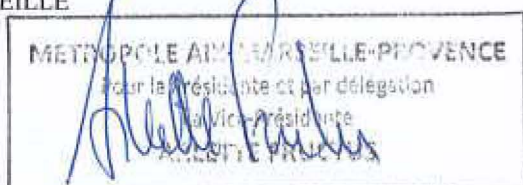
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 44 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 44 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 28 logements PLUS
  - 16 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 156 800,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
  - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	236 369,00	5,13%
<b>Sous-total Subventions</b>	236 369,00	5,13%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 082 260,00	23,47%
Prêt CDC logement	919 661,00	19,95%
Prêts Autres	660 000,00	14,32%
1%.	602 000,00	13,06%
<b>Sous-total Prêts</b>	3 263 921,00	70,80%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 110 000,00	24,08%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 110 000,00	24,08%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	4 610 290,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	156 800,00	7,64%
Subvention EPCI	168 327,00	8,20%
<b>Sous-total Subventions</b>	325 127,00	15,84%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	599 448,00	29,21%
Prêt CDC logement	509 387,00	24,82%
Prêts Autres	0,00	0,00%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 108 835,00	54,02%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	618 562,00	30,14%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	618 562,00	30,14%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 052 524,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	156 800,00	2,35%
Subvention EPCI	404 696,00	6,07%
<b>Sous-total Subventions</b>	561 496,00	8,43%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 429 048,00	21,45%
Prêt CDC foncier	1 681 708,00	25,24%
Prêts Autres	660 000,00	9,91%
1%.	602 000,00	9,04%



Sous-total Prêts	4 372 756,00	65,63%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 728 562,00	25,94%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 728 562,00	25,94%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	6 662 814,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	6 662 814,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 196 339,18 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	28	1 600,85 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	28	1 600,85 m²
Assiette *	:	2 697 366,19 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	889,62 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	16	889,62 m²
Assiette *	:	1 498 972,99 €
Taux de subvention	:	10,46 %
SUBVENTION	:	156 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 44	Surface utile :	2 490,47 m²
Assiette : 4 196 339,18 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>156 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,74 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>156 800,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 667 780,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 796 276,00 €
Prestations intellectuelles et frais	599 394,00 €
Prix de revient H.T.	6 063 450,00 €
Montant de la TVA	599 364,00 €
Prix de revient TTC	6 662 814,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 675,32 €/m²

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 249 / D



**DECISION DE FINANCEMENT**  
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

**Numéro d'opération :**  
2019130550280

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500213

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13062 Mimet

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** MIMET - DOMAINE DU LAOU\_PLS  
929 ROUTE DE GARDANNE  
13105 Mimet

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

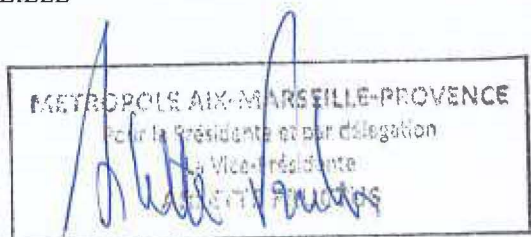
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 04 MARS 2020





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

### A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	29 083,00	2,76%	
<b>Sous-total Subventions</b>	29 083,00	2,76%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	282 944,00	26,82%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	297 293,00	28,18%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	66 661,00	6,32%	1,86%
Prêts Autres	105 000,00	9,95%	
<b>Sous-total Prêts</b>	751 898,00	71,27%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	273 995,00	25,97%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	273 995,00	25,97%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 054 976,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 054 976,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	392,89 m²
Logements « Individuel »		

Taux pour le financement des logements « PLS »	7	392,89 m²
--	---	-----------

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	392,89 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	264 246,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	669 782,00 €
Prestations intellectuelles et frais	26 334,00 €
Prix de revient H.T.	960 362,00 €
Montant de la TVA	94 614,00 €
Prix de revient TTC	1 054 976,00 €
Décision No : 20191305500213	Page : 3/4

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

## Décision n° 20/250/D

### **Occupation temporaire du Domaine Public par des commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée pour l'année 2020**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée autorise une occupation partielle d'une parcelle d'environ 10m<sup>2</sup> de la ZAC du Petit Arbois afin que des prestataires puissent installer leurs véhicules alimentaires afin de compléter l'offre alimentaire de la ZAC du Petit Arbois ;

- Que les commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck »
  - MEAT PEOPLE
  - L'ORIENTABLE
  - LA CREPE QUI ROULE- sarl Flex13
  - LOS AMIGOS
  - LA BONNE FOURCHETTE – cuisine nomade
  - ORIGINAL'S TRUCK
  - EL JEFFE - virtuavision
  - AU POIDS CHICHE
  - DOUCE HEURE DES METS
  - CHIFOUMI-plumel
  - MARMITE STREET

Occupent, selon un planning journalier défini, l'espace public du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence, il convient de régulariser ces exploitations par des titres d'occupation pour l'année 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider l'occupation temporaire de l'espace public des Food Truck pour l'année 2020 :

- MEAT PEOPLE
- L'ORIENTABLE
- LA CREPE QUI ROULE- sarl Flex13
- LOS AMIGOS
- LA BONNE FOURCHETTE – cuisine nomade
- ORIGINAL'S TRUCK
- EL JEFFE - virtuavision
- AU POIDS CHICHE
- DOUCE HEURE DES METS
- CHIFOUMI-plumel
- MARMITE STREET

### **Article 2 :**

Les conventions sont consenties moyennant une redevance de 15 euros par journée d'occupation.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 70328 Fonction 61.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020



## Décision n° 20/251/D

### Avenant 1 au contrat de Bail 11/1093 avec la SCI Carredis

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 11/039D portant sur le bail n° 11/1093 pour la prise à bail au 1er avril 2011 des locaux rue d'Anthoine Gare d'ARENC 13002 Marseille ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est locataire de locaux situés Bâtiment C cellule 2C sis 14 rue d'Anthoine – Gare d'Arenc 13002 Marseille, pour les besoins de la Direction Propreté et Cadre de Vie ;
- Que le contrat de bail signé avec la SCI Carredis s'achève le 31 mars 2020 ;
- Qu'il est nécessaire de maintenir la Direction Propreté et Cadre de Vie dans les lieux ;
- Que dans ce cadre, il est proposé la signature d'un avenant de prolongation, dans les mêmes conditions à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, jusqu'au 14 mai 2021.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant de prolongation du bail 11/1093 avec la Société SCI Carredis à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020 jusqu'au 14 mai 2021.

### **Article 2 :**

Les autres conditions du bail initial demeurent inchangées.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/252/D

### **Occupation temporaire du domaine public pour toutes structures associatives ou non associatives ayant des activités de développement personnel et de bien être sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée pour l'année 2020**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 Mai 2019 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée met à disposition des espaces dédiés pour des associations ou des structures non associatives, afin d'exercer des activités de développement personnel et de bien-être.

- Que les structures non associatives, représentées par :

- Mme Karine Ranciat – activités de massages thaï
- Mme Nathalie Excoffon – activités gymniques
- Mme Joëlle Cavalieri – activités de sophrologie

Et les associations :

- Taekwondo du Pays d'Aix
- Kurma - Yoga

Occupent, selon un planning hebdomadaire défini, à raison d'une séance par semaine, par structure, des espaces dédiés sur le domaine du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser la pratique de ces activités par des titres d'occupation pour l'année 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'occupation temporaire des espaces dédiés sur le domaine du Technopôle de l'Arbois une fois par semaine pour chacune des structures de janvier à décembre 2020 :

Les structures non associatives, représentées par :

- Mme Karine Ranciat – activités de massages thaï
- Mme Nathalie Excoffon – activités gymniques
- Mme Joëlle Cavalieri – activités de sophrologie

Les associations :

- Taekwondo du Pays d'Aix
- Kurma - Yoga

### **Article 2 :**

Les conventions établies pour les structures non associatives sont consenties moyennant une redevance de 5 euros par séance. Gratuité pour les associations.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 70328 Fonction 61.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020

## Décision n° 20/256/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 405 sis les Viougues - 13330 Pelissanne, appartenant aux Consorts Ginoux**

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération URB 045-2960/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Viougues, avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur et la commune de Pelissanne ;
- La délibération n°98/2001 du 25 juillet 2001 du Conseil Municipal de la commune de Pelissanne instituant le Droit de Préemption Urbain sur les zones U et zone d'urbanisation future NA du POS ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Pélissanne le 22 janvier 2020 enregistrée sous le n°01306920M0011 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré BE numéro 405 sis les Viougues, appartenant aux Consorts Ginoux ;
- Le courrier de la commune de Pélissanne du 18 février 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption,
- Que la maîtrise de ce bien situé à proximité immédiate du site des Viougues par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, rentre dans les objectifs identifiés dans une convention d'intervention foncière,
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Pélissanne, cadastré section BE numéros 405, classé en zone 1AUb5 au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait l'extension du périmètre d'un projet d'opération d'ensemble pour la réalisation d'une centaine de logements en mixité sociale,
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Pélissanne et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 405 sis les Viougues – 13330 Pélissanne, appartenant aux Consorts Ginoux.

#### **Article 2**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

#### **Article 3**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Mars 2020

## Décision n° 20/257/D

**Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 403 et 404 sis 22, avenue Maurice Plano, les Viougues - 13320 Pelissanne, appartenant aux Consorts Ginoux**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération URB 045-2960/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Viougues, avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur et la commune de Pelissanne ;
- La délibération n°98/2001 du 25 juillet 2001 du Conseil Municipal de la commune de Pelissanne instituant le Droit de Préemption Urbain, sur les zones U Et zones d'urbanisation future NA du POS ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie de Pelissanne le 17 janvier 2020 enregistrée sous le n°01306920M0008 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré BE numéro 403 et 404 sis 22, avenue Maurice Plano, les Viougues, appartenant aux Consorts Ginoux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Mars 2020

- Le courrier de la commune de Pélissanne du 22 janvier 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Que la maîtrise de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, situé à proximité immédiate du site des Viougues concerné par une convention d'intervention foncière, contribuerait à l'extension du périmètre d'un projet d'opération d'ensemble pour la réalisation d'une centaine de logements en mixité sociale et de requalification de l'entrée de ville ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Pélissanne, cadastré section BE numéros 403 et 404, classé en zone 1AUb5 et grevé de deux emplacements réservés n° 8 (*ex RD 572- aménagement de voirie*) et n°26 (*chemin des hirondelles- voie de liaison à créer*) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait l'aménagement d'un rond-point et d'un nouvel axe routier qui participeront audit projet et à la requalification de l'entrée de ville de la commune ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Pélissanne et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 403 et 404 sis, 22 avenue Maurice Plano, les Viougues - 13330 Pélissanne, appartenant aux Consorts Ginoux.

#### **Article 2**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

#### **Article 3**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Mars 2020



## Décision n° 20/258/D

**Délégation du droit de préemption à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré AI 43, sis 41 boulevard Nostradamus, 13300 Salon-de-Provence appartenant à la SCI Sérénitude.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue le 2 mars 2020 enregistrée sous le n° 01310320M0107 portant aliénation d'un bien immobilier à usage commercial, occupé par des locataires, cadastré section AI numéro 43 pour un montant de 240 000 euros ;

- Le courrier de la Ville de Salon-de-Provence du 4 mars 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation constituant le rez-de-chaussée d'un immeuble situé sur la commune de Salon-de-Provence, cadastré section AI numéro 43 classé en zone UB1 et identifié comme élément de paysage à préserver du plan local d'urbanisme de la commune en vigueur, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait l'évolution des activités du Théâtre Municipal cadastré section AI numéro 42 et contribuerait à l'accroissement de l'Action Culturelle de la Collectivité ;
- Que ledit bien proposé à l'aliénation est contigu au Théâtre Municipal, propriété privée de la commune de Salon-de-Provence cadastrée section AI numéro 42 ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Salon-de-Provence.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption est délégué à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un bien immobilier à usage commercial cadastré section AI 43, sis 41 boulevard Nostradamus appartenant à la SCI Sérénitude.

#### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Mars 2020

## Décision n° 20/259/D

**Préemption d'un bien immobilier cadastré section AL numéro 142 lots n°163, 148 et 125 sis Quartier de Capevaire, Résidence la Mariélie à Berre l'Etang, appartenant à Monsieur et Madame Mohammed Boumahdi**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° DEVT 001-5884/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la convention de portage immobilier et foncier, intervention ciblée au sein des copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec CDC Habitat Social ;
- La délibération n°001358 du 23 mars 2017 du Conseil Municipal de la commune de Berre l'Etang instaurant notamment le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (UA) et renforcé sur le périmètre de la copropriété "La Mariélie" ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie de Berre l'Etang le 6 janvier 2020 enregistrée sous le n°01301420M0001 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section AL 142 lots n°163, 148 et 125 sis quartier de Capevaire, Résidence la Mariélie, appartenant à Monsieur et Madame Mohamed Boumahdi ;
- L'arrêté préfectoral du 18 juillet 2016 portant création de la commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde sur la copropriété "la Mariélie » ;
- La demande de communication de documents complémentaires à la DIA formulée le 3 février 2020 ;
- La réception des documents complémentaires au 12 février 2020 ayant pour effet la reprise du délai d'instruction au 12 février 2020 ;
- La saisine de la Commune de Berre l'Etang du 17 février 2020 sur l'intérêt pour la Métropole de préempter le bien susvisé ;
- L'avis rendu le 2 mars 2020 par France Domaine.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain" la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue le 1<sup>er</sup> janvier 2018 titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté une stratégie de lutte contre l'habitat indigne visant à résorber sur une dizaine d'années le parc de logements indignes grâce à une action renforcée et intégrée, en mobilisant outils et acteurs existants à court terme et en développant à moyen terme des opérations et dispositifs ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé une convention de Portage Immobilier et Foncier passée avec CDC Habitat Social approuvée le 16 mai 2019 par la délibération DEVT 001-5884/19/BM susvisée, ayant pour objet d'accompagner le redressement des copropriétés dégradées identifiées et désignées en son article 4 du titre II des dispositions générales ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Berre l'Etang, cadastré section AL numéro 142, lots n°163, 148 et 125 est concerné par un Plan de sauvegarde et constitue trois lots d'une copropriété dégradée rentrant dans l'intervention ciblée de ladite convention ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la Métropole.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 b du Code de l'Urbanisme aux prix et conditions proposés par les vendeurs pour la parcelle cadastrée section AL numéro 142 lots n°163,148 et 125 sis quartier de capevaire, Résidence la Mariélie 13130 Berre l'Etang, actuellement occupé par un locataire, moyennant le prix de 45 000,00 € (quarante-cinq mille euros).

**Article 2 :**

Par la suite de cet accord, les propriétaires doivent considérer comme définitive la vente de leur bien cité en objet au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence. Cette vente devra être régularisée, conformément aux articles L.213-14 et R.213-12 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Territoire du Pays Salonais.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/260/D

**Délégation du droit de priorité à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un bien immobilier sis 141 chemin de la Croix Blanche, cadastré CK 236p, 13300 Salon-de-Provence, appartenant à l'Etat**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La notification du droit de priorité reçue le 16 décembre 2019 enregistrée sous le n° 01310319M0665 portant aliénation d'un ensemble immobilier composé d'un terrain bâti d'une surface de 4 441 m<sup>2</sup> à détacher d'une parcelle cadastrée CK 236 d'une surface de 6 300 m<sup>2</sup>, sis 141 chemin de la Croix Blanche appartenant à l'Etat au prix de 184 000 euros ;
- Le courrier de la commune de Salon-de-Provence du 29 janvier 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de priorité ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Mars 2020

- La demande de visite formulée par courrier au propriétaire et réceptionné le 14 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en application de l'article D213-13-3 qui prévoit qu'en l'absence de réponse dans le délai de 8 jours à compter de la date de réception de la demande de visite, le refus est tacite ;
- Qu'en application de l'article L.213-2 alinéa 5, le titulaire dispose d'un mois à compter du refus de droit de la visite du bien pour prendre sa décision ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de priorité à la commune de Salon-de-Provence, sur l'ensemble immobilier composé d'un terrain bâti à détacher de la parcelle cadastrée section CK numéro 236 ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Salon-de-Provence, cadastré section CK numéro 236p ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait par sa situation géographique et sa configuration, limitrophe d'une parcelle (CK235) précédemment acquise par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) en vue de délocaliser des services techniques de la Ville de Salon-de-Provence et la libération du site occupé actuellement en vue de projet de restructuration urbaine, d'optimiser son projet de délocalisation ;
- Que la délégation du droit de priorité présente donc un intérêt pour la commune de Salon-de-Provence.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de priorité est délégué à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un ensemble immobilier composé d'un terrain bâti d'une surface de 4 441m<sup>2</sup> à détacher d'une parcelle cadastrée CK 236 d'une surface de 6 300 m<sup>2</sup>, sis 141 chemin de la Croix Blanche appartenant à l'Etat.

#### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3:**

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2020

**Martine VASSAL**



Décision n° 20/261/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix, aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat dans le cadre de l'instance contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint- Marc-Jaumegarde**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La nécessité d'assurer la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat contre l'arrêt n°19LY03987 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Lyon le 25 février 2020 dans l'instance « Association Bien Vivre en Provence contre le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Marc Jaumegarde », portant sur l'exécution du jugement n°1704022 - 1704023 du Tribunal Administratif de Toulon du 29 janvier 2019.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix – 204 rue Vaugirard 75015 Paris.

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200427-20-261-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérécourse citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 avril 2020

**Martine VASSAL**

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**  
Par délégation de la Présidente  
La Directrice Générale Adjointe  
Commande Publique et Affaires Juridiques  
**Laurence DARDALHON**



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200427-20-261-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020



Décision n° 20/262/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Amiel-Susini, aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative de Marseille dans le cadre de l'instance contre le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Peynier**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°20MA00201 présentée par Monsieur Max Pennacchiotti et autres devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1704269 rendu le 12 novembre 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille, d'autre part, à l'annulation partielle de la délibération du Conseil Municipal de la commune de Peynier, du 15 décembre 2016, portant approbation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Peynier, et enfin, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

## DECIDE

### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Amiel-Susini – 1 rue Monclar 13100 Aix-en-Provence

### Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP AMIEL-SUSINI pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 avril 2020

**Martine VASSAL**

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**  
Par délégation de la Présidente  
La Directrice Générale Adjointe  
Commande Publique et Affaires Juridiques  
**Laurence DARDALHON**



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200427-20-262-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020



Décision n° 20/263/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Robert Lerda**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001785-1 présentée par Monsieur Robert Lerda devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de l'arrêté du 27 décembre 2019 portant non reconnaissance de la maladie professionnelle déclarée le 18 février 2018, d'autre part, à ce qu'il soit enjoint à la Métropole de reconnaître la maladie déclarée le 18 février 2018 comme étant imputable au service, de tirer toutes les conséquences de droit de la reconnaissance de l'imputabilité au service de la maladie déclarée le 18 février 2018 et de régulariser la situation de Monsieur Lerda sous 30 jours à compter du jugement à intervenir, enfin, à ce qu'une somme de 1 800 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

## DECIDE

### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva – 2 place de la Corderie – 13007 Marseille.

### Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 avril 2020

**Martine VASSAL**

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**  
Par délégation de la Présidente  
La Directrice Générale Adjointe  
Commande Publique et Affaires Juridiques

**Laurence DARDALHON**



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200427-20-263-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020



Décision n° 20/264/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Berenger-Blanc-Burtez-Doucede et associés aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre d'une instance contre le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804522 présentée par le Préfet des Bouches du Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille le 7 juin 2018 et tendant à l'annulation de la délibération du 30 novembre 2017 du conseil municipal de la commune des Pennes Mirabeau approuvant la révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par – 69 la SCP Béranger-Blanc-Burtez-Doucede et associés rue Sainte – 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Béranger-Blanc-Burtez-Doucede et associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 avril 2020

**Martine VASSAL**

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**  
Par délégation de la Présidente  
La Directrice Générale Adjointe  
Commande Publique et Affaires Juridiques  
**Laurence DARDALHON**



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200427-20-264-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020



Décision n° 20/265/D

**Contrat d'autorisation "copies internes professionnelles Villes et Intercommunalités"**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**PREAMBULE**

Dans le cadre du développement et de la diffusion de produits documentaires à l'attention de ses agents, la Métropole Aix-Marseille-Provence a l'obligation légale de disposer d'une autorisation ;

Cette autorisation constitue une garantie contre le risque de poursuite pour contrefaçon et contre tout recours de l'auteur ou de l'éditeur ;

Il est par conséquent nécessaire de souscrire un contrat avec le « Centre Français d'Exploitation du droit de Copie » pour les copies internes professionnelles aux conditions suivantes :

- Redevance annuelle de 7 500 euros HT (TVA à 10%) soit 8 250 euros TTC.
- Prise d'effet : 1<sup>er</sup> avril 2020
- Durée : 1an, reconduction tacite par période d'une année avec possibilité de résiliation avec un préavis d'un mois.

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2020

## **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit souscrire un contrat avec le « Centre Français d'Exploitation du droit de Copie » pour le développement et la diffusion de produits documentaires à l'attention de ses agents.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un contrat avec le « Centre Français d'Exploitation du droit de Copie » aux conditions ci-dessus exposées.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole A 150, nature 6182, fonction 020 ;

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/268/D**

**Approbation d'un bail dérogatoire de sous-location pour des locaux situés 158 rue de Rome, 13006 Marseille.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence établissant les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale.

**CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail un local à usage de commerce situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille, en vue de le sous-louer à un tiers qui pratiquera une activité commerciale ;
- Que Monsieur Gerri Yann, qui souhaite exercer une activité de vente de savons propose d'être sous-locataire ;

- Que le loyer pratiqué est cohérent avec le prix des transactions comparables sur ce secteur et la délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signé un bail de sous-location de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec Monsieur Gerri Yann, à compter de la date de signature du bail pouvant intervenir à partir du 16 mars 2020 jusqu'au 5 janvier 2023 pour les locaux sus mentionnés.

### **Article 2 :**

Les caractéristiques de ce bail sont les suivantes :

- Désignation : Au sein de l'immeuble situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille le bailleur donne à bail à la Métropole les locaux suivants : un local commercial situé au rez-de-chaussée et une cave située au sous-sol du bâtiment pour une surface totale de 78,33 m².
- Durée : A compter de la date de signature du bail qui peut intervenir à partir du 16 mars 2020 jusqu'au 5 janvier 2023.
- Prix : Loyer sur trois ans de 13 713,84 euros après application des rabais prévus dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale.

La première année, avec application du rabais de 75% : loyer annuel de 2 471,28 euros

La seconde année, avec application du rabais de 50% : loyer annuel de 4 571,28 euros

La troisième année, avec application du rabais de 25% : loyer annuel de 6 671,28 euros

Charges : la provision pour charges annuelles est de 1800 euros hors taxes.

- Dépôt de garantie : Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.
- Honoraires : La somme de 1113,84 euros TTC est à la charge du preneur au titre des honoraires de location a été lissé dans les loyers sur trois ans.

### **Article 3 :**

Les recettes nécessaires seront impactées au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 752 – Chapitre 75 – Fonction 020.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2020

## Décision n° 20/269/D

### Location de places de stationnement au parking Euromed Center

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 16/307/D du 10 janvier 2017 autorisant la location de 73 places de stationnement autos 7j/7 - 24h/24 et 100 places de stationnement autos 5j/7 du lundi au vendredi de 6h00 à 22h00 auprès d'Urbis Park exploitant du parking Euromed Center.

#### PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part à la société République de son souhait de louer des places de stationnement dans le parking Euromed Center sis, 52 Quai du Lazaret – 13002 Marseille.

**Désignation** : 83 places de stationnement banalisées 7j/7 et 24h/24 dont 10 pour ses véhicules électriques,

- 100 places de stationnement banalisées du lundi au vendredi de 6h00 à 22h00,
- 30 places de stationnement banalisées pour 2 roues.

**Durée** : 1 an, renouvelable par tacite reconduction par période de 1 an, pour une durée ferme qui ne pourra pas excéder 4 années.

**Prise d'effet** : 1er mai 2020.

A compter du 1er Mai 2020, date de prise d'effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence disposera donc de :

- 83 places de stationnement 7j/7 et 24h/24, dont 10 pour ses véhicules électriques, au tarif unitaire de 1 273,45 euros HT soit 105 696,32 euros HT par an, TVA en sus.
- 100 places de stationnement du lundi au vendredi de 6h00 à 22h00 au tarif unitaire de 1 061,21 euros HT soit 106 120,80 euros HT par an, TVA en sus.
- 30 places 2 roues 7j/7 et 24h/24 au tarif unitaire de 500 euros HT soit 15 000 € HT par an, TVA en sus.

Soit une redevance globale annuelle de 226 817,12 euros HT, TVA en sus au taux en vigueur. La redevance sera révisée chaque année et pour la première fois le 1er mai 2021 par l'application d'un taux forfaitaire de 2%.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence aura la possibilité d'utiliser des contremarques de stationnement dont le montant sera calculé en fonction de la durée de stationnement, conformément à la grille tarifaire en vigueur et auquel sera appliquée une remise de 20 %.

### **CONSIDÉRANT**

- Le changement de dénomination sociale de l'exploitant du parking Euromed Center dénommé désormais Transdev Park Services pour la Société République.
- Qu'il y a lieu de signer une convention avec la Société République pour la location de 213 places de stationnement (183 places dont 10 places pour des véhicules électriques et 30 places pour 2 roues) au sein du parking Euromed Center et pour l'utilisation de contremarques de stationnement.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est signée une convention avec la Société République d'une part pour la location de 213 places de stationnement (183 places dont 10 places pour ses véhicules électriques et 30 places pour 2 roues) au parking Euromed Center pour un montant total annuel de 226 817,12 euros HT, TVA en sus ; d'autre part pour l'utilisation de contremarques de stationnement dont le montant sera calculé en fonction de la durée de stationnement, conformément à la grille tarifaire en vigueur et auquel sera appliqué une remise de 20 %.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole A 130, nature 6132, fonction 020 chapitre 011 ;

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

## Décision n° 20/270/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam des lots 1-2-3-4 et 5 d'un immeuble situé au 32 rue du Musée à Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 0225 appartenant à Monsieur Laurent Escobar et Madame Sophie Garcia.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de Martine Vassal, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La délibération n° URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013201 20 M0058 reçue en mairie de Marseille le 10 février 2020 portant aliénation de l'immeuble cadastré Section 803 A 0225 sis 32 rue du Musée à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à Monsieur Laurent Escobar et Madame Sophie Garcia.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que ce bien est situé en zone Uap (centre-ville / protection des formes structurantes) ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien, dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés et de créer 20 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition des lots 1-2-3-4 et 5 d'un immeuble cadastré 803 A 0225 sis 32 rue du Musée à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à Monsieur Laurent Escobar et Madame Sophie Garcia d'une surface habitable de 45,83 m<sup>2</sup> pour le lot 2 et 44,45 m<sup>2</sup> pour le lot 4.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 mai 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/271/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Sénas

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/402/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Sénas ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

- La décision n°18/389/D en date du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Sénas suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Il est procédé à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Sénas installée à l'Hôtel de Ville, Place Victor Hugo 13560 Sénas.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 1 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 150 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/272/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Velaux

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/396/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Velaux ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Velaux suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DÉCIDE**

#### **Article 1 :**

Il est procédé à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Velaux installée à l'Hôtel de Ville, 997 Avenue Jean Moulin, 13880 Velaux.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 1 500 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 45 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/273/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Lamanon

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/325/D du 28 novembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Lamanon ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017.
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Lamanon suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Il est procédé à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Lamanon installée à l'Hôtel de Ville, 13113 Lamanon.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 2 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 100 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/274/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Rognac

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/400/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Rognac ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Rognac suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Rognac installée à l'Hôtel de Ville, 21 Avenue Général de Gaulle, 13340 Rognac.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 2 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 45 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020



## Décision n° 20/275/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Eyguières

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/397/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Eyguières ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune d'Eyguières suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville d'Eyguières installée à l'Hôtel de Ville, Rue du Couvent 13430 Eyguières.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 2 300 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 45 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/276/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Mallemort

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/324/D du 8 novembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Mallemort ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Mallemort suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Mallemort installée à l'antenne administrative, Pont de la Tour, BP 46, 13370 Mallemort.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 4 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 100 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/277/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Salon de Provence

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/401/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Salon de Provence ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Salon de Provence suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Salon de Provence installée auprès du Service de l'enseignement de la ville de Salon de Provence, Ecole du boulevard David, rue des Alliés 13300 Salon de Provence.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 300 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 4 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 5 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/278/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Lançon-Provence

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/399/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Lançon-Provence ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Lançon-Provence suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Lançon-Provence installée à l'Hôtel de Ville, Place du Champ de Mars 13680 Lançon-Provence.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 1 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 45 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020



## Décision n° 20/279/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Saint-Chamas

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/323/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Saint-Chamas ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Saint-Chamas suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Saint-Chamas installée à l'annexe de la Mairie – Place de l'Hôtel de Ville, 13250 Saint-Chamas.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 1 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 45 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée aux régisseurs.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/280/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Berre l'Etang

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/403/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Berre l'Etang ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Berre l'Etang suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Berre l'Etang installée à l'Hôtel de Ville, 13130 Berre l'Etang.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 2 300 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 80 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/281/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour La Fare les Oliviers

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/398/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – La Fare les Oliviers ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;

- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de La Fare les Oliviers suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de La Fare les Oliviers installée à l'Hôtel de Ville, Place Camille Pelletan, 13580 La Fare les Oliviers.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 2 000 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 45 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020

## Décision n° 20/282/D

### Décision portant suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires pour Pélissanne

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorisant la Présidente à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires; au fonctionnement des services métropolitains et nommer les régisseurs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/404/D du 21 décembre 2016 instituant la régie de recettes des transports scolaires – Pélissanne ;
- La décision n°17/090/D du 10 avril 2017 instituant une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains ;
- La décision n°18/389/D du 19 juillet 2018 modifiant la régie de recettes d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains n°17/090/D du 10 avril 2017 ;

- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 février 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de clôturer la régie de recettes des transports scolaires – Commune de Pélissanne suite à la modification du mode de gestion et de perception des recettes du transport scolaire consécutive à l'organisation métropolitaine.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De procéder à la suppression de la régie de recettes des Transports Scolaires de la ville de Pélissanne installée à l'Hôtel de Ville, Parc Roux de Brignoles, 13330 Pélissanne.

#### **Article 2 :**

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 300 euros, est supprimée.

#### **Article 3 :**

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 15 euros est supprimé.

#### **Article 4 :**

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

#### **Article 5 :**

La suppression de la régie prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur de l'acte administratif.

#### **Article 6 :**

La présente décision sera notifiée au régisseur.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2020



Présidente de la Métropole



Décision 20/300/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat pour l'acquisition du lot 6 d'un immeuble situé 7 rue Rodolphe Pollak, Quartier Noailles Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 203 appartenant à Nicolas RASTIT**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème et 12ème arrondissement ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585 /15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille à la Ciotat ;
- La délibération DEVT 003-6461/19/CM en date du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de

Marseille Habitat de 41 immeubles dans le cadre de la concession d'Eradication d'Habitat Indigne ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 12 février 2020 portant aliénation du lot 6 d'un immeuble situé 7 rue Rodolphe Pollak, Quartier Noailles Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 203.

### CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat indigne confiée au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que ce bien est compris dans le PRI (Périmètre de rénovation immobilière) Centre-Ville et qu'il a fait l'objet d'un arrêté de péril grave et imminent le 05 mars 2019 suivi d'une main levée partielle du 04 juin 2019.

### DECIDE

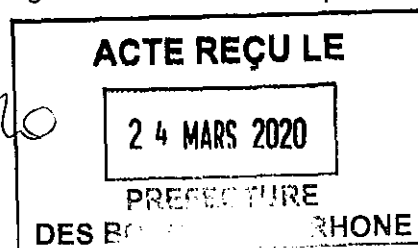
#### Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition du lot 6 de la parcelle cadastrée 803 A 203 d'une contenance de 32,98m<sup>2</sup> situé 7 rue Rodolphe Pollak, Quartier Noailles Marseille 1er arrondissement appartenant à Nicolas RASTIT.

#### Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2020



  
Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition de la parcelle AM 801 sise Lieu-dit le Petit Péage, 13170 Les Pennes Mirabeau**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau en date du 4 septembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la totalité des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/ BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes Mirabeau sur le secteur du Quartier de la Gare ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 28 Janvier 2020 portant aliénation de la parcelle AM 801 sise Lieu-dit le Péage, 13170 Les Pennes Mirabeau.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200325-20-301-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020

plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ces biens se situent dans le périmètre du Quartier de Gare faisant l'objet de la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes Mirabeau exécutoire depuis le 20 octobre 2017.

## DECIDE

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA), pour l'acquisition de la parcelle AM 801 sise Lieu-dit le Petit-Péage, 13170 Les Pennes Mirabeau.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

25 MARS 2020

Martine VASSAL

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200325-20-301-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020





Décision n°20/302/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition des parcelles AM n°91, 92, 93, 493, 494, 496, 501 et 502 sises Lieu-dit le Petit Péage, 13170 Les Pennes Mirabeau**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau en date du 4 septembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la totalité des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/ BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes Mirabeau sur le secteur du Quartier de la Gare ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 2 Mars 2020 portant aliénation des parcelles AM n°91, 92, 93, 493, 494, 496, 501 et 502 sises Lieu-dit le Petit-Péage, 13170 Les Pennes Mirabeau.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de

plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ces biens se situent dans le périmètre du Quartier de Gare faisant l'objet de la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes Mirabeau exécutoire depuis le 20 octobre 2017.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA), pour l'acquisition des parcelles AM n°91, 92, 93, 493, 494, 496, 501 et 502 sises Lieu-dit le Petit-Péage, 13170 Les Pennes Mirabeau.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 Mars 2020



Martine VASSAL

## Décision n° 20/303/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Gardanne pour l'acquisition des parcelles BW 165 et BW 166 sises Le Pesquier 13120 Gardanne**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° RM\_09\_06\_10 du Conseil Municipal de la commune de Gardanne du 27 mai 2010, instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Gardanne le 19 février 2020 enregistrée sous le numéro 01304120M0035 portant aliénation des parcelles cadastrées BW 165 et BW 166 sises Le Pesquier 13120 Gardanne.

## **CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Gardanne pour l'acquisition des parcelles cadastrées BW 165 et BW 166, sises Le Pesquier à Gardanne 13120.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mars 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mars 2020



Présidente de la Métropole

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée BR35, sise Campagne Jean Jacques à Venelles 13770, appartenant à la SCI Fabre**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° D2017-107 du Conseil Municipal de la commune de Venelles en date du 13 septembre 2017, instaurant le droit de préemption sur la commune de VENELLES ;
- La convention tripartite « Venelles Sud » du 9 juillet 2019, conclue entre la Commune de Venelles, l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Venelles le 7 février 2020 sous le numéro 01311320M00008 portant aliénation d'un terrain de 2 689 m<sup>2</sup> cadastré BR35, sis Campagne Jean Jacques, appartenant à la SCI FABRE.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de

plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation, soit un terrain de 2 689 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BR numéro 35, classée en zone UEa du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 11 juillet 2016 et modifié pour la dernière fois le 27 juin 2016 (modification n°3), est situé dans le quartier des 4 Tours concerné par la convention d'intervention foncière « Venelles Sud » conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur.

## DECIDE

### Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée BR35, sise Campagne Jean Jacques à Venelles 13770, appartenant à la SCI Fabre.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 MARS 2020

Martine VASSAL



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200325-20-304-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020

**Avenant n°2 à la Convention multipartite (Etat, Ville de Marseille, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole Aix-Marseille-Provence) relative à la gestion et à la coordination de l'Espace d'Accueil des Personnes Evacuées (EAPE) avec l'association FRANCE HORIZON**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°131 de la commission permanente du 8 février 2019 relative à la convention avec l'association France horizon pour la gestion et la coordination de l'espace d'accueil des personnes évacuées (EAPE Beauvau) ;
- La décision n° 19/173/D du 18 février 2019 relative au transfert de la gestion et de la coordination d'accueil des personnes évacuées suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille à l'association France Horizon ;
- La décision n°19/521/D du 02 août 2019 relative à l'avenant 1 à la Convention multipartite (Etat, Ville de Marseille, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole Aix-Marseille-Provence) relative à la gestion et à la coordination d'accueil des personnes évacuées à l'association France Horizon ;
- L'arrêté n°19/226/CM de déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200326-20-305-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020



## CONSIDÉRANT

- La mise en œuvre de la convention dans le cadre d'une négociation de gré à gré avec France Horizon, prestataire reconnu comme ayant les compétences requises sur la base de l'urgence de prise en charge impérieuse des personnes évacuées, conformément à l'article 30-I-1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- La nécessité de faire évoluer par avenant 1 les missions de France Horizon conformément à l'article 2 de la convention pour la gestion et la coordination de l'espace d'accueil des personnes évacuées (EAPE Beauvau).
- La nécessité de prolonger les missions de France Horizon jusqu'au 31 décembre 2020 au vu de l'augmentation imprévue du nombre d'évacuations au sein de la Ville de Marseille et de la nécessaire prise en charge des personnes nouvellement évacuées jusqu'à la stabilisation de leur situation.

## DÉCIDE

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°2 à la convention multipartite pour la gestion et la coordination de l'Espace d'Accueil des Personnes Evacuées (EAPE) passée avec l'association FRANCE HORIZON.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25/03/2020

  
Martine VASSAL

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200326-20-305-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020

Présidente de la Métropole

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Commune de Saint-Victoret pour l'acquisition des parcelles situées 26 rue Jean David 13730 Saint-Victoret cadastrées AB 235 et 365 appartenant aux époux CIRON**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 009-7380/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 010-7381/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence, à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 102 20 M0025 reçue en mairie de Saint-Victoret le 17 février 2020 portant aliénation des parcelles sises 26 rue Jean David 13730 Saint-Victoret cadastrées AB 235 et 365 appartenant aux époux CIRON.



## CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption renforcé dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption renforcé ;
- Que ce bien est situé en zone UP4 du PLUI de la Métropole Aix-Marseille-Provence, zone d'urbanisation entièrement desservie par les équipements publics ;
- Que ce bien est situé à proximité immédiate du Musée de l'Aviation, dans le centre-ville de la commune ;
- Que cette préemption a pour objectif de permettre la réalisation d'un espace de stationnement d'intérêt public avec aire de retournement et de faciliter ainsi la circulation et l'accès actuellement très difficiles dans ce secteur ;
- Que cette préemption permettrait de redynamiser le centre-ville en favorisant l'installation de petits commerces de proximité, projet en cohérence avec ceux du Prieuré I et II, consistant en la réhabilitation du centre-ville ancien.

## DECIDE

### Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Saint-Victoret pour l'acquisition des parcelles cadastrées AB 235 et 365, sises 26 rue Jean David 13730 Saint-Victoret appartenant aux consorts CIRON.

### Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 MARS 2020

Martine VASSAL

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200326-20-306-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020

Présidente de la Métropole

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Commune de Saint-Victoret pour l'acquisition des parcelles situées 212 Impasse Cardelin 13730 Saint-Victoret cadastrées AB 91 et 112 appartenant à Monsieur TABBI et Madame JOUVE**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 009-7380/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 010-7381/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence, à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 102 20 M0024 reçue en mairie de Saint-Victoret le 18 février 2020 portant aliénation des parcelles sises 212 Impasse Cardelin 13730 Saint-Victoret cadastrées AB 91 et 112 appartenant à Monsieur TABBI et Madame JOUVE ;



## CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption renforcé dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption renforcé ;
- Que ce bien est situé en zone UEc1 du PLUI de la Métropole Aix-Marseille-Provence, zone ouverte à toutes les activités économiques, y compris commerciales ;
- Que ce bien est situé en plein cœur de la ZI la Cascade, zone dédiée au développement économique de la commune ;
- Que sur les parcelles voisines, un projet de création d'un établissement de santé et d'un parking est en cours de préparation, permettant l'implantation de divers spécialistes de santé ;
- Que dans cette optique, la commune souhaite investir sur les terrains objet de la vente dans le but de favoriser l'installation d'activités similaires dans cette zone ;
- Que l'acquisition de ces terrains serait l'opportunité de poursuivre l'aménagement de « La Coulée Verte », une promenade en projet et reliant le Parc de l'Hôtel de ville à ZI la Cascade le long du ruisseau de la Cadière.

## DECIDE

### Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Saint-Victoret pour l'acquisition des parcelles cadastrées AB 91 et 112, sises 212 Impasse Cardelin 13730 Saint-Victoret appartenant à Monsieur TABBI et Madame JOUVE.

### Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

25 MARS 2020

Martine VASSAL

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200325-20-307-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020



Présidente de la Métropole

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition des parcelles BE 144 et BE 146 sises 1 Avenue du 24 avril 1915 à Bouc-Bel-Air 13320**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16.06.10 en date du 13 juillet 2016 actualisant le périmètre d'application du droit de préemption urbain sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie le 17 mars 2020 enregistrée sous le numéro 013 015 20 M 0031 portant aliénation des parcelles cadastrées BE 144 et BE 146 sises 1 Avenue du 24 avril 1915 à Bouc-Bel-Air 13320.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale.

## DECIDE

### Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition des parcelles BE 144 et BE 146 sises 1 Avenue du 24 avril 1915 à Bouc-Bel-Air 13320.

### Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

25 MARS 2020

Martine VASSAL



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200325-20-308-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
26/03/2020



Présidente de la Métropole

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Roquevaire pour l'acquisition d'un bien immobilier situé Avenue Georges Clémenceau et Impasse de la Benoite appartenant à Madame Solange DEDE.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 86/2017 du 12 décembre 2017 du Conseil Municipal de la Commune de Roquevaire instaurant le droit de préemption urbain sur son territoire ;
- La délibération n° 05/2017 du Conseil Municipal de la commune de Roquevaire du 23 janvier 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- La délibération n° 87/2017 du Conseil Municipal de la commune de Roquevaire du 12 décembre 2017 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Roquevaire le 7 février 2020 enregistrée sous le numéro IA 13086 20 M0007 portant aliénation des lots de copropriété n° 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11 et 12, à usage de caves, maison, jardin, chambre avec WC, cuisine, terrasse et appartement, dans l'immeuble cadastré AD4, sis Avenue Georges Clémenceau et Impasse de la Benoite, appartenant à Madame DEDE Solange.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200331-20-309-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
31/03/2020

plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien classé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Roquevaire est situé dans un secteur compris entre la gare et le centre-ville à proximité de la future station de Valtram ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra la mise en œuvre d'une action d'aménagement d'intérêt communal comprenant notamment des équipements publics scolaires.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Roquevaire pour l'acquisition des lots de copropriété n° 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11 et 12, à usage de caves, maison, jardin, chambre avec WC, cuisine, terrasse et appartement, dans l'immeuble cadastré AD4, sis Avenue Georges Clémenceau et Impasse de la Benoite, appartenant à Madame Solange DEDE.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31/03/2020

**Martine VASSAL**

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20200331-20-309-D -AR Date de télétransmission : 31/03/2020
---



**Présidente de la Métropole**

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune d'AURIOL pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 13 Rue du Clos appartenant à Monsieur Auguste SAMAT.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 011-6793/19/CM du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° 01/2012 du 19 février 2012 du Conseil Municipal approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol ;
- La délibération n° 61/2015 du 29 juin 2015 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol ;
- La délibération n° 55/2017 du 10 juillet 2017 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Auriol le 31 janvier 2020 enregistrée sous le numéro IA 13007 20 M0005 portant aliénation d'un terrain de 1 564 m<sup>2</sup> avec bâtiments à usage d'habitation et de hangar, cadastré AB166 sis 13 Rue du Clos, appartenant à Monsieur Auguste SAMAT.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien classé en zones UA et UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol présente un potentiel pour la redynamisation du cœur de ville ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra la mise en œuvre d'une action d'aménagement d'intérêt communal comprenant notamment des équipements et des services publics mutualisés avec des activités tertiaires et du stationnement.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Commune d'Auriol pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AB166, pour 1 564 m<sup>2</sup>, sise 13 Rue du Clos et appartenant à Monsieur Auguste SAMAT.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31/03/2020

**Martine VASSAL**



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200331-20-310-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
31/03/2020



La Présidente

**Décision n° 20/311/D**

**ZAC du Technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement -  
Convention de participation constructeur passée avec Monsieur ERCOLANO  
PC n°013055 20 00137P0**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC du technopole de Château-Gombert et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200401-20-311-D  
-DE  
Date de télétransmission :  
03/04/2020



- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du Technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC;
- Que Monsieur ERCOLANO a déposé le 24 février 2020, une demande de permis de construire n° PC 013055 20 00137P0 pour réaliser une extension de 80m<sup>2</sup> de surface de plancher d'habitation et 82m<sup>2</sup> d'exploitation agricole;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur sUEcg du PLUi du Territoire Marseille Provence ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 13 320.00 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM ;
- Que la Métropole s'est substituée à la Communauté urbaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les compétences que les communes lui avaient transférées.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

D'approuver la convention de versement de la participation financière de Monsieur ERCOLANO au coût des équipements publics de la ZAC du Technopole de Château-Gombert d'un montant de 13 320 euros.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

#### **Article 3 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du Technopole de Château-Gombert.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20200401-20-311-D -DE Date de télétransmission : 03/04/2020
---



**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le 1<sup>er</sup> avril 2020

**Martine VASSAL**

Par délégation Martial ALVAREZ



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200401-20-311-D  
-DE  
Date de télétransmission :  
03/04/2020

## Décision 20/313/D

### Présidente de la Métropole

#### Démolition du bien cadastré section CN n° 33 et démolition partielle du bien cadastré section CN n° 34 à Istres

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des biens immobiliers cadastrés section CN n° 33 et n° 34, sis 17 rue Sainte Catherine sur la commune d'Istres ;
- Que le rapport annexé à la présente décision indique un risque sur la stabilité des bâtiments.

#### DECIDE

##### Article 1 :

Sont autorisées la démolition du bien cadastré section CN n° 33 et la démolition partielle du bien cadastré section CN n° 34.

##### Article 2 :

Ces démolitions devront se faire dans les meilleurs délais.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 4581175035, nature 4581175035, code opération 2017503500.

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2020

**Martine VASSAL**

Présidente de la Métropole

**Attribution d'une subvention à l'association ADDAP 13 – Approbation d'une convention d'objectif**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

**CONSIDERANT**

- Que la rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues ;
- Que si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se traduisent malheureusement par un arrêt quasi-total de nos économies impactant fortement les familles de jeunes enfants des Quartiers Prioritaires de la Ville sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- Que l'association groupe ADDAP 13 qui intervient déjà dans les Quartiers Prioritaires de la Ville, sollicite la Métropole afin de pouvoir y mener une action visant à contenir les phénomènes de précarité alimentaire grandissant dans ce contexte exceptionnel.
- Que ce projet entre dans les objectifs de la politique publique menée par la Métropole dans ses contrats de ville au sein du volet cohésion sociale ;
- Que dans ce cadre et compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sanitaire et de l'urgence à agir, la Métropole souhaite apporter son soutien à l'action de cette association par l'attribution d'une subvention.

**DECIDE**

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200513-20-314-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
13/05/2020

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 251 580 euros à l'association groupe ADDAP 13 (association départementale pour le développement des actions de prévention) sise le Nautille, 15 chemin des Jonquilles, 13013 Marseille, pour son projet visant à « conduire les actions en faveur de la nutrition dans le contexte exceptionnel du confinement dû à l'état d'urgence sanitaire dans les familles en état de grande pauvreté. »

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention d'objectifs entre la Métropole Aix Marseille Provence et l'association groupe ADDAP 13 ci annexée, venant préciser les modalités de ce soutien financier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole Provence 2020, sous-politique E110 – nature 65748 – fonction 52 – code gestionnaire 5DHPV.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 MAI 2020

Martine VASSAL



Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200513-20-314-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
13/05/2020



**ZAC du Technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement -  
Convention de participation constructeur passée avec BOUYGUES IMMOBILIER  
PC n°013055 20 00119P0**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la ZAC du technopole de Château-Gombert et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant la ZAC de Château Gombert à compter du 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC;
- Que BOUYGUES IMMOBILIER a déposé le 14 février 2020 une demande de permis de construire n° PC 013055 20 00119P0 pour réaliser 3901,10m<sup>2</sup> de surface de plancher à destination de logements neufs;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du Technopole de Château-Gombert, en secteur UC2 du PLUi du Territoire Marseille Provence ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 409 615 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM ;
- Que la Métropole s'est substituée à la CUMPM à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les compétences que les communes lui avaient transférées.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de BOUYGUES IMMOBILIER au coût des équipements publics de la ZAC du Technopole de Château-Gombert d'un montant de 409 615 euros.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20200422-20-315-D -AR Date de télétransmission : 22/04/2020
---



**Article 3 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le 16 avril 2020

**Martine VASSAL**

**Par délégation Martial ALVAREZ**



## Décision n° 20/317/D

### **Autorisation d'occupation temporaire du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels pour l'exploitation d'un terrain en gare de Gardanne**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Gardanne ;
- Que le Pôle d'Echanges de Gardanne est un pôle ferroviaire existant dont les aménagements nécessitent d'être améliorés afin de favoriser l'intermodalité. Cette opération comprend notamment :
  - Un parking relais en superstructure de 349 places sur trois niveaux
  - Une gare routière de huit quais pour les services urbains et interurbains
  - Le traitement des cheminements piétons et vélos dans l'emprise du projet
  - La réalisation d'un parking vélos sécurisé de 30 places.
- Que ce projet se situe pour partie au niveau du parvis de la gare sur le domaine public de SNCF Gares et Connexions ;

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence a sollicité SNCF Gares et Connexions en vue d'obtenir la mise à disposition, sous convention d'occupation temporaire, de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation des aménagements sur le parvis de la gare ; emprise qui sera rétrocédée à la SNCF après travaux.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire pour une durée de 6 mois à compter de la date de mise à disposition du terrain matérialisé par un état des lieux.

### **Article 2 :**

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 mai 2020

**Martine VASSAL**

## Décision 20/318/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de CHARREL ASSOCIES Avocats aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre de l'instance contre le Plan local d'urbanisme de la Commune de Châteauneuf le Rouge.**

### VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

La requête n°2001515 présentée par Madame Jeanine Simonpietri devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant, d'une part, à l'annulation partielle de la délibération MET19/12008/CM du 24 octobre 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle crée une OAP n°3 « Cardeline », en ce qu'elle classe les parcelles cadastrées AC 246, 249, 273, 471, 472, 476, 477, 479 et 480 en zone agricole, et en zone f1 risque incendie, et d'autre part, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

.

## DECIDE

### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par CHARREL ASSOCIES Avocats – 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier

### Article 2 :

Les honoraires dus à CHARREL ASSOCIES Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Représentée par la Métropole Aix-Marseille-Provence  
013-200054807-20200427-20-318-D-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 avril 2020

Martine VASSAL

Pour la Présidente et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe  
Commande Publique et Affaires Juridiques

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20200427-20-318-D  
-AR  
Date de télétransmission :  
27/04/2020

## Décision n° 20/322/D

### **ZAC Saint Charles porte d'Aix – Marseille 1er arrondissement – 2 avenue Pierre Semard - Approbation de la convention de participation financière passée avec la Régie des Transports Marseillais (RTM) - PC 013055 1901105PO**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Charles porte d'Aix, prorogée par arrêté préfectoral du 6 décembre 1999 ;
- La délibération de mars 2000 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Saint Charles porte d'Aix ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC Saint Charles porte d'Aix s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;

- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que Monsieur le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 31 décembre 1997, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Qu'un permis de construire déposé le 15 novembre 2019 portant sur la construction de 48m<sup>2</sup> de Surface de Plancher dans la ZAC Saint Charles pour un projet créant 827m<sup>2</sup> de SDP au total est actuellement en cours d'instruction par la Ville de Marseille ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC Saint Charles porte d'Aix ;
- Que le terrain situé à Marseille (1er arrondissement) au 2 avenue Pierre Semard, totalise une superficie de 112 081m<sup>2</sup>, sur la parcelle 805 A 23 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 5856 euros hors taxes pour la réalisation de 48 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la RTM au coût des équipements publics de la ZAC Saint Charles porte d'Aix d'un montant de 5856 euros hors taxe.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 mai 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/323/D

**ZAC Littorale - Marseille 15eme arrondissement - 130 chemin de la madrague ville -  
Approbation de la convention de participation financière passée avec la société SNC  
Provençale de la Madrague. PC 013055 2000076PO**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Littorale ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Littorale s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 octobre 2013, d'exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (TA) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;

- Qu'un permis de démolir PD 01305500017 portant sur la démolition de bâtis en mauvais état pour 524m<sup>2</sup> a été obtenu ;
- Qu'un permis de construire déposé le 31 janvier 2020 portant sur la réhabilitation, rénovation de bâtiments et la construction d'une surface équivalente à celle démolie est actuellement en cours d'instruction par la Ville de Marseille ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC Littorale ;
- Que le terrain situé à Marseille (15ème arrondissement) au 130 chemin de la madrague ville, totalise une superficie de 28 980m<sup>2</sup>, sur les parcelles 901A 121 et 124 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC, le projet ne créant pas de surface de plancher, la participation financière est équivalente à 0 euro.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la SNC Provençale de la Madrague au coût des équipements publics de la ZAC Littorale d'un montant de 0 euro hors taxe.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Mai 2020

## Décision n° 20/324/D

### **Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.**

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 janvier 2020 ;
- L'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 3 mars 2020 ;

## **PREAMBULE**

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain. Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, elle a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors que ces derniers y seront éligibles.

Il s'agit pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de la vie économique locale des secteurs concernés par les travaux, malgré les graves nuisances et perturbations provoquées durant plusieurs mois ou plusieurs années.

## **CONSIDERANT**

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1<sup>er</sup> et 6<sup>ème</sup> arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1<sup>er</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

## DECIDE

### **Article 1 :**

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 30 dossiers de demande d'indemnisation précités.

### **Article 2 :**

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 34 dossiers précités pour un montant total de 680 232 euros.

### **Article 3 :**

**Erreur ! Aucune variable de document fournie. Erreur ! Aucune variable de document fournie.** est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision qui se fonde sur la synthèse jointe en annexe.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 011 – 4DIFRA.

Fait à Marseille, le 15 mai 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2020

## Décision n° 20/326/D

### Approbation d'un contrat de location avec la SAFIM

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

#### CONSIDÉRANT

- Que l'urgence de santé publique liée au caractère pathogène et contagieux du virus covid-19 a conduit le Gouvernement à adopter des mesures de confinement et elle impose de respecter des mesures de distanciation physique et les gestes barrières, assorties de l'utilisation de masques de protection ;
- Que dans le cadre de la stratégie de déconfinement qui doit se mettre en place à partir du 11 mai, le Gouvernement a prévu que le port du masque s'imposera dans certaines situations avec l'augmentation des occasions de contact ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020

- Que la situation sanitaire sans précédent que connaît la France provoque une très forte hausse des besoins en masques de protection ;
- Que le gouvernement a lancé un appel à projet pour doter la population de masques en tissus dits alternatifs, un projet auquel a répondu l'entreprise marseillaise Fil Rouge (atelier de confection en sous-traitance de prêt à porter) et qui a été retenu ;
- Que l'approvisionnement en masques s'avérant de plus en plus difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'encourager la production de masques sur son territoire, décision qui répond également à la nécessité de soutenir au mieux, au niveau local, le tissu économique tout en favorisant l'accès à l'emploi des plus précaires ;
- Qu'à l'instar d'autres collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de soutenir l'initiative de création de masque de protection afin que sa population puisse en disposer, en participant à la création d'un atelier de fabrication au sein du Parc Chanot ;
- Que cet atelier de fabrication de masques alternatifs est susceptible de produire 10.000 masques d'ici le 11 mai, date de levée du confinement au niveau national, et à partir de cette date, de 20.000 masques chaque jour ;
- Qu'à cet effet, la Métropole a décidé de louer pour une durée de 4 mois à la SAFIM, au sein du Parc Chanot, le palais de l'Europe, d'une superficie de 1.600 m<sup>2</sup>, espace qui sera mis à disposition de la société Fil Rouge pour y installer l'atelier de production ;
- Que cet atelier accueillera 50 couturiers et coupeurs encadrés par 10 agents pendant les 4 mois de fabrication, à savoir si l'ouverture est confirmée du 4 mai 2020 au 31 août 2020 ;
- Qu'en ce qui concerne le conditionnement de ces masques, il sera assuré par l'Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT) des Catalans ainsi que par une entreprise d'insertion (Régie Service 13) ;
- Qu'à l'issue de la fabrication, les masques seront remis aux communes qui assureront de leur distribution à la population.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé le contrat avec la SAFIM pour la location du palais de l'Europe, d'une superficie de 1.600 m<sup>2</sup>, pour la période courant du 4 mai 2020 au 31 août 2020, pour un montant de 147.342,14 euros HT et 176.810,57 euros TTC, afin de le mettre à disposition de la société Fil Rouge pour y installer un atelier de fabrication de masques textiles.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de location entre la Métropole Aix Marseille Provence et la SAFIM ci annexée, constitué des conditions financières, des conditions générales de location et leurs annexes.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole Provence 2020.



**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Par Délégation  
Martial ALVAREZ**

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2020**

**Décision n° 20/327/D**

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que les entreprises suivantes : AIX SONIC, ICPS, TECHNO BAM, Association PEGASE/pôle SAFE CLUSTER, déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et qui souhaitent, soit réduire, soit augmenter la surface de leurs locaux, soit prolonger la durée de leur convention d'occupation ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces modifications par des avenants.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer les avenants des entreprises :

- AIX SONIC : réduction de 57,70m<sup>2</sup> de surfaces louées dans le bâtiment CleanTech Megie, soit une surface totale de 94,4m<sup>2</sup> du 01/02/2020 au 27/04/2020.

Recette initiale: 21 294€ HT/HC/an

Recette révisée : 13 216€ HT/HC/an

- ICPS : augmentation de 9,71m<sup>2</sup> de surfaces louées dans le bâtiment CleanTech, soit une surface totale de 51,01m<sup>2</sup> du 03/02/2020 au 30/03/2020.

Recette initiale: 5 781,96€ HT/HC/an

Recette révisée : 6 607,31€ HT/HC/an

- TECHNO BAM : prolongation de la convention d'occupation relatif au local de stockage loué dans le bâtiment CleanTech Megie du 01/02/2020 au 30/04/2020.

Recette initiale: 2 994€ HT/HC/an

Recette pour 3 mois : 748,50€ HT/HC

- Association PEGASE/pôle SAFE CLUSTER : augmentation de 16,47m<sup>2</sup> de surfaces louées dans le bâtiment Poincaré, soit une surface totale de 543,51m<sup>2</sup> du 01/02/2020 au 30/03/2020.

Recette initiale: 74 199€ HT/HC/an

Recette révisée : 76 010,80€ HT/HC/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020

**Décision n° 20/328/D**

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020**

- Que les entreprises suivantes : SARL Greentech RH, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'environnement, développement durable, technologies innovantes et énergies renouvelables ; Société Nawatechnologies : innovations à base de matériaux nanostructurés-révolution du stockage de l'énergie avec le meilleur des nanotechnologies ; Société IODA Expertise comptable, accompagnement des PME à potentiel viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer les titres d'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SARL Greentech RH: Bail de courte durée portant sur un bureau de 39,94m<sup>2</sup> dans le bâtiment Poincaré pour la période du 1/04/2020 au 31/03/2023.  
Recette : 5 475,29 euros HT/HC/an

- Société Nawatechnologies : Bail de courte durée portant sur un espace de stockage de 10m<sup>2</sup> dans le bâtiment Poincaré pour la période du 1/03/2020 au 31/03/2023.  
Recette : 530 euros HT/HC/an

- Société IODA Expertise comptable: Bail de courte durée portant sur un bureau de 32,94m<sup>2</sup> dans le bâtiment Poincaré pour la période du 15/03/2020 au 14/03/2023.  
Recette : 5 270,40 euros HT/HC/an

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020

## Décision n° 20/329/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 Mai 2019 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/105/CM du 6 mai 2019 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise suivante : Customer Labs : Expert en relation clients déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois et pour laquelle une prolongation de bail est demandée ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juin 2020

- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette prolongation par un avenant ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant de l'entreprise:

- Customer Labs: Convention de service et d'occupation portant sur des bureaux d'une surface de 44,17 m<sup>2</sup> au bâtiment Rifkin.  
Prolongement de deux ans, soit du 18/03/2020 au 18/03/2022.  
Recette: 6 732 euros HT/HC.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 08 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/462/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BI numéro 87, sis 6 rue Aristide Briand, 13340 Rognac, appartenant à Madame Pilar Carmona**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° DEVT 001-2962/17/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la convention Habitat subséquente à destination des communes de la Métropole ;
- La délibération n° 17049 du 30 juin 2017 du Conseil Municipal de la commune de Rognac instituant le droit de préemption renforcé sur la commune ;



- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Rognac le 18 février 2020 enregistrée sous le n°01308120M0033 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section BI n°87 sis 6 rue Aristide Briand, 13340 Rognac, appartenant à Madame Pilar Carmona ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 1<sup>er</sup> avril 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation, permettrait à la commune de Rognac la création de logements sociaux ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Rognac.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BI numéro 87 sis 6 rue Aristide Briand, 13340 Rognac, appartenant à Madame Pilar Carmona.

#### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Juin 2020

## Décision n° 20/463/D

**Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 403, sis les Viougues, 13330 Pélissanne, appartenant à Mesdames Christiane Amar veuve Ginoux et Martine Ginoux épouse Cambou**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°98/2001 du 25 juillet 2001 du Conseil Municipal de la commune de Pélissanne instituant le Droit de Préemption Urbain ;
- La délibération URB 045-2960/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Viougues, avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur et la commune de Pélissanne ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Pélissanne le 3 mars 2020 enregistrée sous le n°01306920M0032 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré BE numéro 403 sis les Viougues 13330 Pélissanne, appartenant à Mesdames Christiane Amar veuve Ginoux et Martine Ginoux épouse Cambou ;

- Le courrier de la commune de Pélissanne du 9 mars 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Que la maîtrise de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, situé à proximité immédiate du site des Viougues concerné par une convention d'intervention foncière, contribuerait à l'extension du périmètre d'un projet d'opération d'ensemble pour la réalisation d'une centaine de logements en mixité sociale et de requalification de l'entrée de ville ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Pélissanne, cadastré section BE numéros 403, classé en zone 1AUb5 et grevé de deux emplacements réservés n° 8 (ex RD 572- aménagement de voirie) et n°26 (chemin des hirondelles- voie de liaison à créer) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait l'aménagement d'un rond-point et d'un nouvel axe routier qui participeront audit projet et à la requalification de l'entrée de ville de la commune ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Pélissanne et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BE numéro 403, sis les Viougues, 13330 Pélissanne, appartenant à Mesdames Christiane Amar veuve Ginoux et Martine Ginoux épouse Cambou.

#### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mai 2020**

## Décision n° 20/464/D

### **ZAC de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement - Rue Forbin / Rue d'Hozier - Approbation de la convention de participation financière passée avec la société Icade.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette, prorogé par arrêté du 1er décembre 1999 ;
- La délibération du 7 janvier 2000, modifiée le 12 octobre 2007, du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Joliette ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Juin 2020

- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 décembre 1997, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement les constructions édifiées dans la Zone d'Aménagement Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en Zone d'Aménagement Concerté ;
- Qu'un permis de construire déposé le 15 janvier 2020 portant sur la construction d'un immeuble à usage de bureaux de 6 étages pour une surface de plancher de 6265m<sup>2</sup> est actuellement en cours d'instruction par la Ville de Marseille ;
- Que le terrain situé à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement) au 36/50 rue de Forbin, est issu d'une division primaire et totalisera une superficie de 1657m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle 810B n°87 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 576 380 euros hors taxes pour la réalisation de 6265 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la convention de versement de la participation financière de la société Icade au coût des équipements publics de la ZAC de la Joliette d'un montant de 576 380 euros hors taxe.

### **Article 2:**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Juin 2020

## Décision n° 20/465/D

**Exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section KD 63 et 122, lieudit les Artauds sur la Commune d'Auriol appartenant à Monsieur Eric Rossarie et Madame Emmanuelle Rossarie.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1, L.211-2, L.213-1, L.300-1 et suivants, R.213-14, R.213-15 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 61/2015 du 29 juin 2015 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol ;
- La délibération n° 55/2017 du 10 juillet 2017 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol ;
- La délibération n° URB 039-4657/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instituant un droit de préemption urbain sur la commune d'Auriol ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Auriol le 20 mai 2019 enregistrée sous le numéro IA 13007 19 M0077 portant adjudication par le Tribunal de Grande Instance de Marseille d'un terrain de 1 951 m<sup>2</sup> avec bâtiments à usage d'habitation et hangar, cadastré KD 63 et KD 122, sis à Auriol (13390) lieudit « Les Artauds », appartenant à Monsieur Rossarie Eric et Madame Rossarie Emmanuelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mai 2020

- Le courrier du Tribunal Judiciaire de Marseille adressé à Madame le Maire de la commune d'Auriol informant du caractère définitif de l'adjudication au prix de 416 000 euros outre les frais taxés s'élevant à la somme de 15 454,56 euros ainsi que les émoluments des avocats poursuivant et adjudicataire lors de la dernière enchère du 20 février 2020 ;
- L'avis de valeur vénale établie par la Direction Immobilière de l'Etat n° 2020-03V0401 du 25 février 2020 ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;
- L'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid 19 ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 relative à la suspension des délais penant la période en matière d'urbanisme pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L.211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain, et qu'à ce titre il peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'il porte ;
- Que les parcelles cadastrées KD 63 et KD 122 se situent à cheval sur les zonages Ni, UFi et UF, en bordure de l'Huveaune et à proximité de la salle de spectacle « Espace de la Confluence » d'intérêt métropolitain ainsi que d'un stade et d'une école ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra la mise en œuvre d'une action d'aménagement d'intérêt métropolitain comprenant la réalisation d'une continuité piétonne en lien avec la compétence GEMAPI et la réalisation de stationnement à destination de la salle de spectacle « Espace de la Confluence ».

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

D'exercer son droit de préemption conformément aux dispositions des articles R.213-14 et R.213-15 du Code de l'Urbanisme sur les parcelles cadastrées section KD63 et KD122, d'une superficie de 1 951 m<sup>2</sup>, situées lieudit « Les Artauds » à Auriol et d'acquérir le bien ci-dessus désigné moyennant le prix de 416 000 euros augmenté des frais taxés s'élevant à la somme de 15 454,56 euros, ainsi que des émoluments des avocats poursuivant et adjudicataire d'un montant de 6 477,18 euros TTC dus à Maître Roussel Hubert et 440,67 euros TTC dus à Maître Aurélie Plantin, soit un montant total de 438 372,41 euros.

#### **Article 2 :**

Les crédits sont inscrits en dépenses d'investissement au Budget Principal Métropolitain – Ligne d'opération numéro 2018400400 – « Acquisition Foncier Stratégique » - Programme 06 – Sous Programme 06 4 – Aménagement du Territoire.



**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mai 2020**

**Décision n° 20/466/D**

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 Mai 2019 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 Mai 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que les entreprises Solable (solutions écologiques à bas coût et rentables pour le chauffage et l'eau), Bamboo For Life (Solutions environnementales innovantes), Aix sonic (bureau d'études en électronique et logiciels), déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois demandent soit une prolongation de bail, soit une réduction de surface louée ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces modifications par des avenants ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer les avenants des entreprises Solable : Prolongation de Convention d'occupation portant sur des bureaux d'une surface de 15,60 m<sup>2</sup> dans le bâtiment pépinière CleanTech du 1<sup>er</sup> juin 2020 au 31 octobre 2021.

Recette: 2 820,72 euros HT/HC/an.

- Bamboo for Life : Réduction de surface de 41,81 m<sup>2</sup>, portant la surface occupée à 11,98m<sup>2</sup> dans le bâtiment pépinière RIFKIN du 1<sup>er</sup> juin 2020 au 30 novembre 2020.

Recette: 1 445,39 euros HT/HC/an.

- Aix Sonic : Réduction de surface de 39,8m<sup>2</sup>, portant la surface occupée à 54,6m<sup>2</sup> dans le bâtiment pépinière Mégie et prolongation de convention d'occupation du 28/04/2020 au 27/10/2020.

Recette: 7 644 euros HT/HC/an.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence où son représentant, sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020**

## Décision n° 20/467/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 Mai 2019 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté N°19/105/CM du 6 Mai 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2020.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise Kepco Engineering et Construction Company, INC (Société de droit étranger Coréen, spécialisé dans les activités liées aux énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et les piles à combustible). SP3H (développeur de procédés pour véhicule intelligent et propre), Agrove (création de kit de jardin connectés), Neptech,

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020

(conception, développement et commercialisation de navires innovants et respectueux de l'environnement) et Muance, (conception de construction modulaire en béton allégé), viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par des titres d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer les titres d'implantation des entreprises dont les activités sont compatibles avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Kepco Engineering et Construction Company, INC: Bail de courte durée portant sur un bureau de 82,35m<sup>2</sup> dans le bâtiment Poincaré du 5 juin 2020 au 4 juin 2023.

Recette : 13 798,57 euros HT/HC/an

- SP3H: Bail commercial portant sur une surface de 142m<sup>2</sup> dans le bâtiment Laennec du 1<sup>er</sup> juin 2020 pour une durée de 9 années.

Recette : 19 274 euros HT/HC/an

- Agrove : Convention de services et d'occupation précaire portant sur une surface de 21,94m<sup>2</sup> en pépinière d'entreprises dans le bâtiment RIFKIN du 1<sup>er</sup> juin 2020 au 31 mai 2025.

Recette : 1 864,90 euros HT/HC/an

- Neptech : Convention de services et d'occupation précaire portant sur une surface de 13,7m<sup>2</sup> en pépinière d'entreprises CleanTech du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2025.

Recette : 1 164,50 euros HT/HC/an

- Muance : Convention de services et d'occupation précaire portant sur une surface de 18,8m<sup>2</sup> en pépinière d'entreprises CleanTech du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 31 janvier 2021.

Recette : 1 598 euros HT/HC/an

### **Article 2:**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020

## Décision n° 20/469/D

### **Soutien au programme d'actions de relance des secteurs touristique, sportif et culturel porté par Provence Tourisme. Approbation d'une convention d'objectifs**

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération CSGE 002-3396/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération ENV 001-7974/19/CM portant approbation de la stratégie du Projet Alimentaire Territorial ;
- Le Schéma Régional de Développement Economique d’Innovation et d’Internalisation ;
- L’Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

### **CONSIDERANT**

- Que conformément à ses statuts, Provence Tourisme suscite, organise, coordonne et développe toutes actions qui contribuent à l'animation de l'espace départemental en matière de tourisme qui couvre également la totalité du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. L'association a dès lors développé un fort partenariat avec les acteurs du tourisme du territoire et en particulier les offices de tourisme ;
- Que Provence Tourisme tend ainsi à développer l'attractivité de la destination et propose une stratégie événementielle sur l'ensemble du territoire. Elle accompagne le développement des filières touristiques à forte valeur ajoutée, dont notamment la filière gastronomique en 2019 au travers de l'action « Année de la gastronomie en Provence – MPG 2019 » qui a permis de promouvoir la destination auprès des visiteurs en quête de qualité et d'authenticité ;
- Que en favorisant les filières courtes et les produits de qualité dans le cadre de cette manifestation, elle rejoint ainsi les objectifs du programme alimentaire territorial métropolitain qui a pour ambition d'accompagner le territoire vers l'agriculture et une alimentation durable, de qualité, innovante et de proximité. La valorisation du patrimoine agricole, alimentaire, gastronomique et paysager au travers d'actions culturelles et touristiques constitue un des axes majeur de ce programme ambitieux ;
- Que dans le contexte difficile de ce début d'année 2020, marqué par la crise sanitaire et économique qui touche particulièrement les secteurs du tourisme, de la culture et des sports, Provence Tourisme propose un programme d'actions, construit autour d'une offre globale incluant MPG 2020 et visant le public local, la clientèle française mais également européenne ;
- Que conscient de la concurrence accrue que vont déployer les destinations entre elles, et de la nécessité de relancer en urgence une fréquentation de la destination, Provence Tourisme sollicite le soutien financier de la Métropole pour mettre en œuvre un plan d'actions spécifiques, nécessitant d'agir rapidement, au sortir de la crise, dans l'intérêt de la destination. Il a pour objectif de développer et dynamiser la fréquentation du territoire, en favorisant la consommation touristique ;
- Que ce plan d'actions est orienté autour de trois projets :
  - un programme de prise en compte des dispositifs sanitaires, destiné à rassurer les personnels des structures touristiques de loisirs, accueillant du public et donner confiance aux visiteurs sur la destination,
  - un programme d'offres touristiques et de loisirs proposant des avantages commerciaux spécifiques et attractifs notamment en partenariat avec les offices de tourisme du territoire métropolitain,
  - une programmation événementielle, en s'appuyant sur la réussite de MPG2019, et en faisant de la gastronomie un vecteur d'attractivité du territoire, en tant que patrimoine culturel et humain incontestable.

- Que comme indiqué dans le SRDEII de la Région Sud et l'agenda du développement économique métropolitain, l'un des enjeux de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de devenir une métropole attractive, ce qui passe notamment par l'amplification de son rayonnement à l'international et la promotion du tourisme. Cette objectif d'attractivité du territoire y compris à l'international a ainsi été décliné par les orientations de la Métropole en matière de tourisme tout en rappelant la nécessaire coordination des divers partenaires du développement touristique local.
- Que le projet de Provence Tourisme privilégie un tourisme d'agrément axé sur la découverte culturelle, centré sur la proximité, avec la France et l'Europe comme nouveaux référentiels, qui fait écho pour partie aux objectifs métropolitains en termes de relance et d'attractivité économiques mais également de rayonnement culturel et de soutien au monde agricole. En effet la Métropole souhaite notamment porter ses efforts sur les marchés français et européens pour attirer des talents, des emplois, et de l'activité au sens large, touristes, congrès, évènementiels.
- Que la Métropole souhaite apporter son soutien au projet porté par Provence Tourisme qui concourt au développement de l'attractivité du territoire et à la promotion du tourisme en collaboration avec les offices de tourisme de la Métropole, mais également converge avec les actions agricoles et culturelles de la Métropole. Il fait écho pour partie aux objectifs métropolitains en termes de relance et d'attractivité économique mais également de rayonnement culturel. La Métropole souhaite en effet porter ses efforts sur les marchés français et européens pour attirer des talents, des emplois, et de l'activité au sens large, touristes, congrès, évènementiels.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 800 000 euros à l'association Provence Tourisme pour la mise en œuvre de son programme d'actions dans le cadre d'un plan de relance des secteurs touristique, sportif et culturel.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention d'objectifs entre la Métropole Aix Marseille Provence et l'association Provence Tourisme ci annexée, venant préciser les modalités de ce soutien financier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole Provence 2020, Chapitre 65 – Nature 65748 - Fonction 633

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020



**Décision n° 20/470/D**

**ZAC de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement - Rue Forbin / Rue d'Hozier  
- Approbation de la convention de participation financière passée avec la  
société IP1R PC 013055 1901103PO**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Joliette, prorogé par arrêté du 1er décembre 1999.
- La délibération du 7 janvier 2000, modifiée le 12 octobre 2007, du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Joliette ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de la Joliette s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 décembre 1997, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Qu'un permis de construire déposé le 19 décembre 2019 portant sur la construction de 6 immeubles à usage de logements (123 logements) pour une surface de plancher (SDP) de 7709,4m<sup>2</sup> est actuellement en cours d'instruction par la Ville de Marseille ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Joliette ;
- Que le terrain situé à Marseille (2<sup>e</sup> arrondissement) au 36/50 rue de Forbin, est issu d'une division et totalisera une superficie de 3288m<sup>2</sup>, à détacher des parcelles 810B n°81, 82, 87 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 709 264,80 euros hors taxes pour la réalisation de 7709,4 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la société IP1R au coût des équipements publics de la ZAC de la Joliette d'un montant de 709 264,80 euros hors taxe.

### **Article 2:**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020**

## Décision n° 20/475/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Gréasque pour l'acquisition de deux parcelles cadastrées AE 214 et AE 329 sises 1 Place Félix Lescure 13850 Gréasque.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Gréasque du 12 avril 2017 actualisant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 20M0007 reçue en mairie de Gréasque le 7 février 2020 portant aliénation de deux parcelles cadastrées AE 214 et AE 329 sises 1 Place Félix Lescure 13850 Gréasque.

## **CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Gréasque pour l'acquisition de deux parcelles cadastrées AE 214 et AE 329 sises 1 Place Félix Lescure 13850 Gréasque.

### **Article 2**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille le, 12 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2020**

**CONVENTION PUP ET**

**AVIS AU PUBLIC**

**CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL**

(Articles L.332-11-3, L.332-11-4 et R.332-25-1 à R.332-25-3 du Code de l'urbanisme)

ENTRE

**LA METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE**

ET

**LA SCCV MARSEILLE GASTON BERGER**

## ENTRE

**La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**, représentée par sa Présidente Madame Martine VASSAL, en vertu d'une délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018,

Ci-après dénommée « La Métropole »

**D'une part,**

## ET

**La SCCV MARSEILLE GASTON BERGER** dont le Siège Social est situé à Boulogne Billancourt (92100) , 58/60 Avenue Edouard Vaillant immatriculée sous le numéro RCS NANTERRE 843 490 343 représentée aux fins des présentes par Monsieur Pierre Bernardini agissant en tant que Directeur Régional, dûment habilité.

Ci-après dénommée « Le constructeur » ou « OGIC »

**D'autre part,**

La Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE et le Constructeur étant ci-après désignés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

## SOMMAIRE

Article 1	- Objet .....
Article 2	- Périmètre du Projet Urbain Partenarial.....
Article 3	- Assiettes foncières .....
Article 4	- Engagements de la Métropole
Article 5	- Délais d'exécution.....
Article 6	- Comité d'information.....
Article 7	- Répartition du coût des équipements et participations financières
Article 8	- Exigibilité de la participation et modalités de paiement.....
Article 9	- Exonération de la taxe d'aménagement et de la PAC
Article 10	- Mutation et transfert de permis.....
Article 11	- Autorisations et procédures administratives.....
Article 12	- Prise d'effet.....
Article 13	- Résiliation à l'initiative du constructeur
Article 14	- Modifications de la Convention.....
Article 15	- Règlement des différends.....
Article 16	- Notifications.....
Article 17	- Dispositions diverses.....
Article 18	- Documents annexes.....
Article 19	- Caducité de la convention.....
Article 20	- Publicité de la Convention.....





## APRES AVOIR PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le promoteur OGIC envisage de réaliser une opération immobilière de 400 logements environ, des commerces et des services sur une emprise foncière située rue Gaston Berger (10<sup>ème</sup>), parcelles n° C31, C41, C42, C107, C35, C53 et C94, entre le Boulevard Paul Claudel au Sud et le Boulevard Romain Rolland au Nord dénommée « l'Opération Immobilière ».

Le promoteur souhaite développer une opération immobilière représentant 26 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Le projet est entouré de grandes copropriétés construites au cours de la seconde partie du XX<sup>ème</sup> siècle qui possèdent des emprises foncières sur lesquelles des opérations de nouveaux logements pourraient être réalisées. On observe également des projets neufs récemment réalisés ou en cours de construction.

Ce secteur est actuellement mal desservi et mal relié aux quartiers limitrophes de Ste Marguerite et St Tronc. Il est accessible au Sud par la voie privée dénommée rue Gaston Berger ou au Nord par la voie privée dénommée Bd Trollat située au sein de la Copropriété La Sauvagère.

Pour répondre aux nouveaux flux qui seront générés par les différents projets, dont celui d'OGIC, il apparaît nécessaire que la Métropole engage la réalisation d'équipements publics caractérisés par la requalification de la rue Gaston Berger et son extension vers le Nord jusqu'au Bd Romain Rolland, ainsi que la réalisation d'une place publique à l'interface entre la rue Gaston Berger et l'opération immobilière d'OGIC.

Il a donc été proposé de mettre en œuvre un périmètre de projet urbain partenarial pour permettre le financement de ces équipements publics.

L'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Le II de l'article L332-11-3 précité permet l'institution d'un périmètre au sein duquel l'ensemble des opérateurs amenés à intervenir participeront à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, au titre de conventions successives et distinctes.

La présente convention de projet urbain partenarial porte sur l'Opération Immobilière de **OGIC**.

La **METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE** est l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme (PLU) sur le territoire de Marseille. A ce titre et au regard de l'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme, elle est également compétente en matière de Projet Urbain Partenarial.

La Métropole réalisera l'ensemble des ouvrages de voiries et réseaux consistant à la restructuration de la rue Gaston Berger existante et son extension jusqu'au Bd Romain Rolland, y compris les connexions avec les Boulevards Paul Claudel et Romain Rolland ainsi qu'une place publique à l'interface avec l'opération d'OGIC. Ces aménagements permettront la desserte optimisée de la nouvelle Opération Immobilière ainsi que le traitement de l'ensemble des nouveaux flux de circulation engendrés par l'opération.



En conséquence, en application des articles L.332-11-3, L.332-11-4 et R.332-25-1 à R.332-25-3 du Code de l'Urbanisme, les Parties se sont rapprochées afin de définir, dans la présente convention, (ci-après dénommée : « La Convention »), les conditions de mise en œuvre du projet urbain partenarial lié à l'Opération Immobilière envisagées par le constructeur.

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 - Objet

La Convention est conclue en application des dispositions des articles L.332-11-3, L.332-11-4 et R.332-25-1 à R.332-25-3 du Code de l'urbanisme, et a pour objet la détermination des conditions et modalités de la prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole, et rendus nécessaires, pour partie, par l'opération de construction du Constructeur.

Le Constructeur envisage la réalisation d'un programme de construction de 400 logements environ pour une surface de 26 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher, de 1 300 m<sup>2</sup> d'activité, d'une crèche privée de 500 m<sup>2</sup> environ soit une surface de plancher de 28 600 m<sup>2</sup>.

### Article 2 - Périmètre du Projet Urbain Partenarial

Le périmètre visé par les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme est délimité par un liseré rouge sur le plan situé en **annexe 1**. Il constitue une zone de PUP élargi dont la surface totale s'élève à **162 388 m<sup>2</sup>**. Ce périmètre comprend les parcelles suivantes, répertoriées comme suit au cadastre de la commune de Marseille :

- 210 859 C001 d'une superficie de 57 520 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0036 d'une superficie de 71 601 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0035 d'une superficie de 757 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0094 d'une superficie de 3 952 m<sup>2</sup>
- 210 859 C 0031 d'une superficie de 1 192 m<sup>2</sup>
- 210859 C 0041 d'une superficie de 9 720 m<sup>2</sup>
- 210859 C 0042 d'une superficie de 4 206 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0107 d'une superficie de 8 907 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0053 d'une superficie de 13 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0135 d'une superficie de 1 144 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0040 d'une superficie de 2 180 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0052 d'une superficie de 66 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0051 d'une superficie de 77 m<sup>2</sup>
- 210 859 C0030 d'une superficie de 1 053 m<sup>2</sup>

L'assiette foncière de l'opération envisagée par le **Constructeur**, ainsi qu'une partie d'une voie privée cadastrée 210859 C0135, délimitées par un liseré de couleur verte sur le plan joint à la présente convention (annexe 1) sont inclus dans le périmètre du PUP. Le Constructeur bénéficie d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée 210859 C0135 pour accéder à l'Opération Immobilière envisagée résultant d'un acte reçu par Me MALAUZAT le 25.05.1960.

### **Article 3 - Assiettes foncières**

#### **Assiette Foncière de l'Opération Immobilière :**

L'assiette foncière de l'opération réalisé par le Constructeur, objet de la présente convention est constituée par différentes parcelles ; le constructeur disposant sur ces parcelles d'une promesse synallagmatique de vente consentie par la SAS BF3 MARSEILLE. .

Ces parcelles sont répertoriées comme suit au cadastre de la Commune de Marseille :

- parcelle cadastrée 210859 C0035
- parcelle cadastrée 210859 C0094
- parcelle cadastrée 210859C 0031
- parcelle cadastrée 210859C 0041
- parcelle cadastrée 210859C 0042
- parcelle cadastrée 210859 C0107
- parcelle cadastrée 210859 C0053

Ladite assiette foncière correspond à l'assiette foncière des autorisations d'urbanisme.

#### **Assiettes foncière des équipements publics de voirie et réseaux divers :**

L'assiette foncière des équipements de voirie et réseaux publics à réaliser dans le cadre du PUP est constituée par les emprises foncières des emplacements réservés inscrits au PLU en vigueur et au futur PLUi. « Emprise 1 » suivant plan en annexe 2.

L'assiette foncière de la place est constituée par une emprise pour laquelle aujourd'hui la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER est bénéficiaire d'une promesse synallagmatique de vente. « Emprise 2 » suivant plan en **annexe 2**.

### **Article 4 - Engagements de la Métropole**

La Métropole Aix-Marseille Provence s'engage à réaliser ou à faire réaliser les équipements publics (ci-après dénommés « les Equipements de voiries et réseaux») selon la liste et le coût prévisionnel suivants :

- la création du maillage viaire entre le Bd Paul Claudel et le Bd Romain Rolland avec :
  - o la restructuration de la partie Sud de la rue Gaston Berger (y compris réseaux) entre Paul Claudel et l'opération du Constructeur sur la base du profil existant (15 m) ainsi que le traitement du carrefour
  - o la restructuration de la partie centrale de la rue Gaston Berger (y compris réseaux au droit de l'opération du Constructeur (profil 18m)
  - o la réalisation de l'extension de voie sur la partie Nord (y compris réseaux) entre l'opération d'OGIC et le bd Romain Rolland (profil 16 m) ainsi que le traitement du carrefour
- la réalisation d'une place publique de 2 000 m<sup>2</sup> environ au droit du projet d'OGIC

A l'achèvement desdits travaux, la gestion et l'entretien de ces ouvrages seront assurés par la Métropole.

Par ailleurs, il est expressément convenu que les engagements de la Métropole ne courent qu'à compter d'une part de la réception, par la Métropole, de la notification sous pli RAR des deux



informations visées à l'article 8, et d'autre part de la mise à disposition au profit de la Métropole de l'Emprise 2 nécessaire pour le projet.

La réalisation des équipements publics métropolitains nécessitera l'acquisition d'emprises foncières privées via des négociations amiables ou par le biais d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Le coût de ces ouvrages publics est estimé à **4 110 000 € HT** comprenant le coût des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre et les acquisitions foncières (y compris le foncier du constructeur).

#### **Article 5 - Délais d'exécution des équipements publics par la Métropole**

Les délais d'exécution des équipements publics visés à l'article 4 courent à compter de la réception, par la Métropole, des lettres Recommandées avec Avis de Réception adressées par OGIC confirmant les deux informations visées au deuxième alinéa de l'article 8 et le cas échéant de la mise à disposition des fonciers appartenant à l'opérateur.

La Métropole Aix-Marseille Provence procédera à la désignation de la maîtrise d'œuvre puis aux études (AVP PRO DCE) suivant les délais prévisionnels suivants :

- Désignation d'une maîtrise d'œuvre : 6 mois à partir de Février 2020
- Réalisation des études AVP : 4 mois.
- Réalisation des études PRO et DCE : 8 mois

A l'issu des études AVP la Métropole engagera les négociations foncières amiables et procédera à la réalisation du dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), les délais étant les suivants :

- Confection dossier de DUP : 3 mois à compter la mise au point de l'AVP
- Procédure d'expropriation : 24 mois à compter du dépôt du dossier en préfecture

Dès que le foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics sera entièrement maîtrisé, et sous réserve de la réception des RAR adressé par l'opérateur conformément au deuxième alinéa de l'article 8, la Métropole procédera à la consultation des entreprises. Le délai de consultation est de 6 mois.

A l'issu de l'appel d'offres travaux, la Métropole Aix Marseille Provence s'engage à procéder aux travaux, le délai de réalisation étant estimé à 15 mois.

En fonction de la réalisation du Projet de l'Opérateur et de la maîtrise foncière, la Métropole pourra phaser la réalisation des travaux en privilégiant dans un premier temps la restructuration de la partie Sud de la rue Gaston Berger et la réalisation de la place.

#### **Article 6 - Comité d'information**

Les parties conviennent de constituer entre elles un comité d'information (ci-après dénommé « le Comité ») aux fins d'informer l'ensemble des constructeurs signataires d'une convention dans le périmètre de la zone de PUP de l'état d'avancement des démarches et travaux visant la réalisation des Equipements, et plus généralement l'exécution de la Convention.

Le Comité sera composé au minimum d'un représentant des constructeurs, d'un représentant de la Métropole.



Toute autre personne dont la présence sera utile à la bonne information du constructeur pourra être conviée à une séance du Comité.

Le Comité se réunit au moins une fois par mois, ainsi que chaque fois qu'une Partie l'estimera utile, que ce soit à la demande de la Métropole, ou de l'un des concessionnaires, ou de l'un des constructeurs signataire d'une convention dans le périmètre de la zone de PUP.

La Métropole s'engage à proposer une réunion dans les quinze jours ouvrés suivant la date de la notification d'une demande de réunion émanant d'une des personnes publiques ou privées ci-dessus citées.

Le Comité traite de tout sujet en lien avec l'exécution de la Convention et notamment des délais d'exécution prévus à l'Article 5.

#### **Article 7 - Répartition du coût des équipements publics et participations**

Le coût total du programme des équipements publics rendus nécessaires par les opérations de constructions à édifier dans le périmètre défini à l'article 2 s'élève à **4 110 000 € HT**.

Compte tenu du coût des équipements publics destinés à satisfaire les besoins des usagers et habitants des constructions objet de la convention et du ratio de participation, arrêté sur la base du bénéfice respectif de ces équipements pour les usagers et habitants, le montant de la participation du constructeur est arrêté à 80,42 euros par m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Au regard de la surface de plancher prévisionnelle de 28 600 m<sup>2</sup> qui sera créé par le constructeur au titre de l'opération objet de la présente convention, la participation due par le constructeur est arrêtée à **2 300 000 euros** (deux millions trois cent mille euros) en numéraire. Cette participation n'est pas soumise à TVA.

D'autre part l'opérateur s'engage à céder l'emprise foncière lui appartenant correspondant à la future place publique (environ 2 000 m<sup>2</sup>) au montant évalué par la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

La participation du Constructeur est détaillée en **annexe 3**.

#### **Article 8 - Exigibilité de la participation et modalités de paiement**

Les participations seront exigibles à compter de l'acquisition par OGIC des terrains d'assiette de l'Opération immobilière auprès de la SAS BF3 MARSEILLE.

A cet effet, **OGIC** s'oblige formellement à informer par LRAR à la Métropole, des arrêtés de délivrance des autorisations d'urbanisme et de la signature de l'acte de vente avec la SAS BF3 MARSEILLE. De même, il informera par LRAR à la Métropole du démarrage effectif de son Opération Immobilière une fois le terrain acquis.

Le constructeur s'engage à procéder au paiement en numéraire de la contribution financière mise à sa charge et devenue exigible en application de la présente convention dans les conditions suivantes :

**Les paiements des participations numéraires au titre des équipements de voirie et réseaux de compétence Métropolitaine et au titre des équipements communaux interviendront en 4 versements échelonnés de la manière suivante:**

- 25 % lors du dépôt de la Déclaration d'ouverture de chantier du constructeur (DROC), au prorata de la surface de plancher délivrée

- 25 % 12 mois après le 1<sup>er</sup> versement



- 25 % 24 mois après le 1<sup>er</sup> versement
- 25% 30 mois après le 1<sup>er</sup> versement

La Métropole fera son affaire des recouvrements des participations financières dues par le Constructeur.

**OGIC** s'engage, à acquitter les sommes ainsi dues dans un délai d'un mois à compter de la notification du titre de recettes établi par la Métropole et par la Ville comme en matière de recouvrement des produits locaux.

En outre, le transfert de propriété de l'Emprise 2 nécessaire à la réalisation de la place devra intervenir dans un délai de 12 mois dès réception des RAR adressé par le Constructeur conformément au deuxième alinéa de l'article 8.

#### **Article 9 - Exonération de la taxe d'aménagement et de la PAC**

Conformément aux dispositions de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre visé à l'article 2 de la Convention (cf. Annexe1), sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) pendant un délai ne pouvant excéder dix (10) ans à compter de la date d'affichage de la mention de la signature de la Convention ainsi qu'il est convenu à l'Article 12 ci-après.

Ce délai s'achèvera **le 31 août 2029**.

Compte tenu du principe de non cumul des participations, les constructions seront également exonérées de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC).

#### **Article 10 – Mutation et transfert de permis**

En cas de transfert de permis de construire, le constructeur devra informer par écrit la Métropole Aix Marseille Provence. Les participations et obligations mises à la charge du constructeur seront ainsi transférées à toute personne physique ou morale qui s'y substituerait, notamment en cas de transfert de permis de construire.

Dans le cas où le constructeur vendrait à un (des) tiers, tout ou partie des constructions, il s'engage à faire insérer dans l'acte de vente l'engagement de son(es) acquéreur(s) de reprendre à son (leur) compte, et de les transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention auxquelles il n'aurait pas déjà été satisfait.

Le constructeur déclare en outre se porter fort pour ses successeurs du paiement des fractions de la participation et non encore payée à la date de cession.

#### **Article 11 - Autorisations et procédures administratives**

Chaque Partie fera son affaire des procédures à diligenter et des autorisations administratives à obtenir pour la réalisation :

- d'une part et pour ce qui concerne le constructeur, de l'Opération Immobilière envisagée,
- d'autre part, pour ce qui concerne les Collectivités, pour la réalisation des Equipements.

Les Parties se tiendront informées régulièrement des démarches et diligences effectuées (affichage, mesures de publicité), notamment dans le cadre du Comité d'information prévu à l'Article 6.

## **Article 12 - Prise d'effet**

La Convention prend effet à compter de la date du dernier affichage, au siège de la Métropole, de la mention de la signature de la présente convention et des lieux où elle peut être consultée, en application de l'article R.332-25-2 du Code de l'urbanisme.

La Métropole déclare transmettre au Préfet, au titre du contrôle de légalité, et procéder aux mesures de publicités, les délibérations autorisant sa signature dans les plus brefs délais à compter de son adoption.

La Métropole communiquera sans délai au constructeur la date d'affichage de la signature de la Convention ainsi qu'il est dit au premier alinéa du présent article.

La Métropole s'engage à notifier au constructeur la présente convention, aussitôt accomplies les formalités d'affichages susvisées.

## **Article 13 - Résiliation à l'initiative du constructeur**

La Convention pourra être résiliée à l'initiative du constructeur, à la date indiquée dans la notification par LRAR, dans les cas suivants :

1. Soit d'absence d'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du programme immobilier du constructeur, tel que défini à l'article 1,
2. Soit de retrait de l'une ou l'autre des autorisations précitées, ou de survenance, d'un recours gracieux ou contentieux ;
3. Soit de non-obtention, par **OGIC**, d'une décision de non-opposition à déclaration préalable (ou, le cas échéant : d'une autorisation préalable) au titre de la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques (articles L.214-1 et suivants du code de l'Environnement).
4. Soit de prescription par le Préfet de région d'une opération de fouille archéologique ou de mesures conservatoires rendant l'opération envisagée en tout ou partie irréalisable ou plus onéreuse.
5. Soit absence d'obtention de toute autre autorisation administrative préalable aux travaux.
6. Soit à défaut d'acquisition du terrain auprès de la SAS BF3 MARSEILLE.

Les conditions ci-avant devront être réalisées au plus tard le 30 juin 2021.

Sauf décision différente de celles des Parties, la Convention est caduque de plein droit à l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de la date mentionnée ci-dessus, sans indemnité de part et d'autre.

La justification de l'impossibilité de donner suite à l'opération de construction devra être notifiée par LRAR à la Métropole et la Ville de Marseille par le constructeur. Toutefois, le constructeur s'engage à tenter au préalable de résoudre la difficulté rencontrée.



#### **Article 14 - Modifications de la Convention**

Toutes les modifications de la Convention, et notamment des conditions et délais d'exécution, feront l'objet d'avenants négociés entre les Parties dans un esprit de partenariat.

#### **Article 15 - Règlement des différends**

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation, à la durée de validité ou à l'exécution de la Convention.

A défaut, la Partie la plus diligente saisira la juridiction administrative territorialement compétente.

#### **Article 16 - Notifications**

Toute notification requise ou permise en vertu de la présente Convention devra être effectuée sous forme écrite et sera valablement effectuée par remise en mains propres contre décharge, ou envoyée par courrier recommandé avec avis de réception, ou par télécopie, ou encore par courrier électronique nécessairement confirmé, adressé au siège social ou au domicile de la Partie concernée, tel qu'il figure en tête de la Convention.

Tout changement d'adresse ou de représentant d'une partie pour les besoins de la Convention devra être notifié par la partie concernée à l'autre partie ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

Les Notifications adressées par porteur seront présumées avoir été faites à leur date de remise au destinataire, telle qu'attestée par le reçu de livraison.

Les Notifications effectuées par courrier recommandé avec avis de réception seront présumées avoir été faites à la date de leur première présentation à l'adresse du destinataire.

Les Notifications faites par courrier électronique ou télécopie seront présumées avoir été faites à la date d'envoi du courrier électronique ou de la télécopie, sous réserve de confirmation par courrier recommandé avec avis de réception (ou tout procédé équivalent pour les notifications internationales) expédiée le même jour.

#### **Article 17 - Dispositions diverses**

Les Parties conviennent que les dispositions stipulées en préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Dans l'éventualité où l'une des dispositions de la Convention serait déclarée nulle ou sans effet par décision de justice pour quelque motif que ce soit, les Parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée dans l'équilibre des stipulations initiales, de sorte que, sauf impossibilité, la Convention poursuive ses effets sans discontinuité.

Les Parties et la Commune intervenante s'engagent à communiquer, à signer et à délivrer toute information et tout document ainsi qu'à passer tous actes ou prendre toutes décisions qui pourraient être nécessaires à l'exécution de la Convention.

Le manquement ou la renonciation par une Partie ou la Commune intervenante à faire exécuter, à tout moment ou pendant toute période de temps, les stipulations de la Convention, la renonciation ou le manquement par une Partie à exercer tout droit au titre de la Convention, ne pourra être interprété comme une renonciation à ces stipulations ou à ces droits et n'affectera en aucune manière le droit de cette partie de faire exécuter par la suite cette stipulation ou d'exercer ce droit.

Les Parties et la Commune intervenante s'engagent à se comporter les unes envers les autres comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter la Convention dans cet esprit.



#### **Article 18 - Documents annexes**

Sont annexés à la Convention les documents suivants :

- Annexe 1 : Périmètre du Projet Urbain Partenarial et périmètre de la convention
- Annexe 2 : Localisation des équipements publics à réaliser (emprises 1 et 2)
- Annexe 3 : Equipements publics à réaliser. Coût et répartition financière.

#### **Article 19 - Caducité de la présente convention**

La présente convention deviendra caduque de plein droit si les notifications LRAR visées au deuxième alinéa de l'article 8 de la présente convention, ne sont pas intervenues dans un délai de 24 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Sans préjudice de l'article 14, la caducité n'entraîne aucune indemnité de part ni d'autre.

#### **Article 20 - Publicité de la Convention**

En application des articles R. 332-25-1 et R.332-25-2 du Code de l'urbanisme, la Métropole s'engage à effectuer les mesures de publicité prescrites, dans les plus brefs délais à compter de la signature de la Convention :

- Mise à disposition du public, au siège de l'établissement public et dans les communes membres concernées, de la convention et de ses annexes ;
- Affichage, au siège de l'établissement public et dans les communes membres concernées, de la mention de la signature de la convention ainsi que du lieu où elle peut être consultée ;
- Publication de la mention de la signature de la convention au recueil des actes administratifs visé à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Fait à MARSEILLE, Le 23/12/19

En 2 (deux) exemplaires originaux dont un pour chacune des Parties.

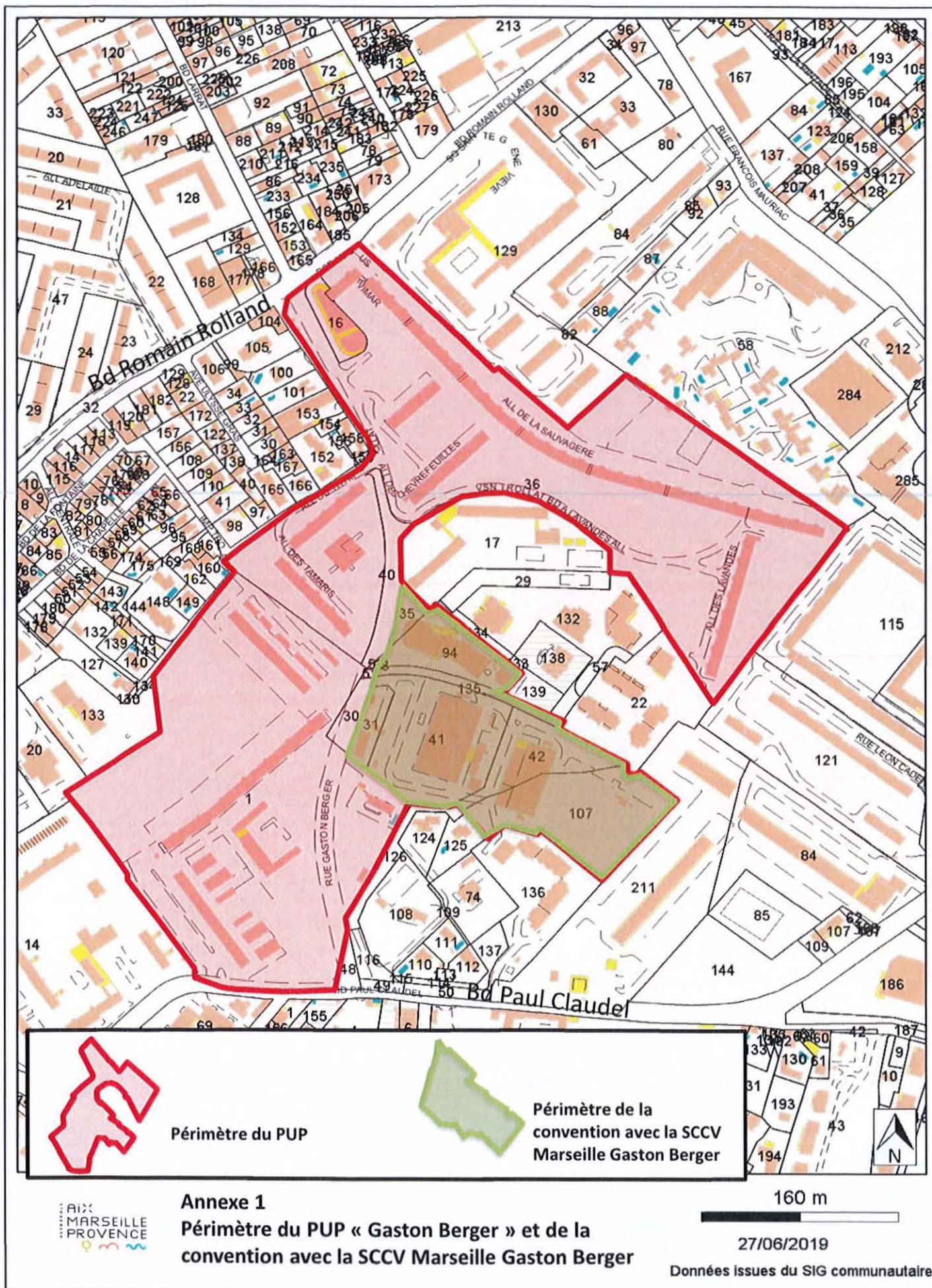
Pour la Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE

La Présidente

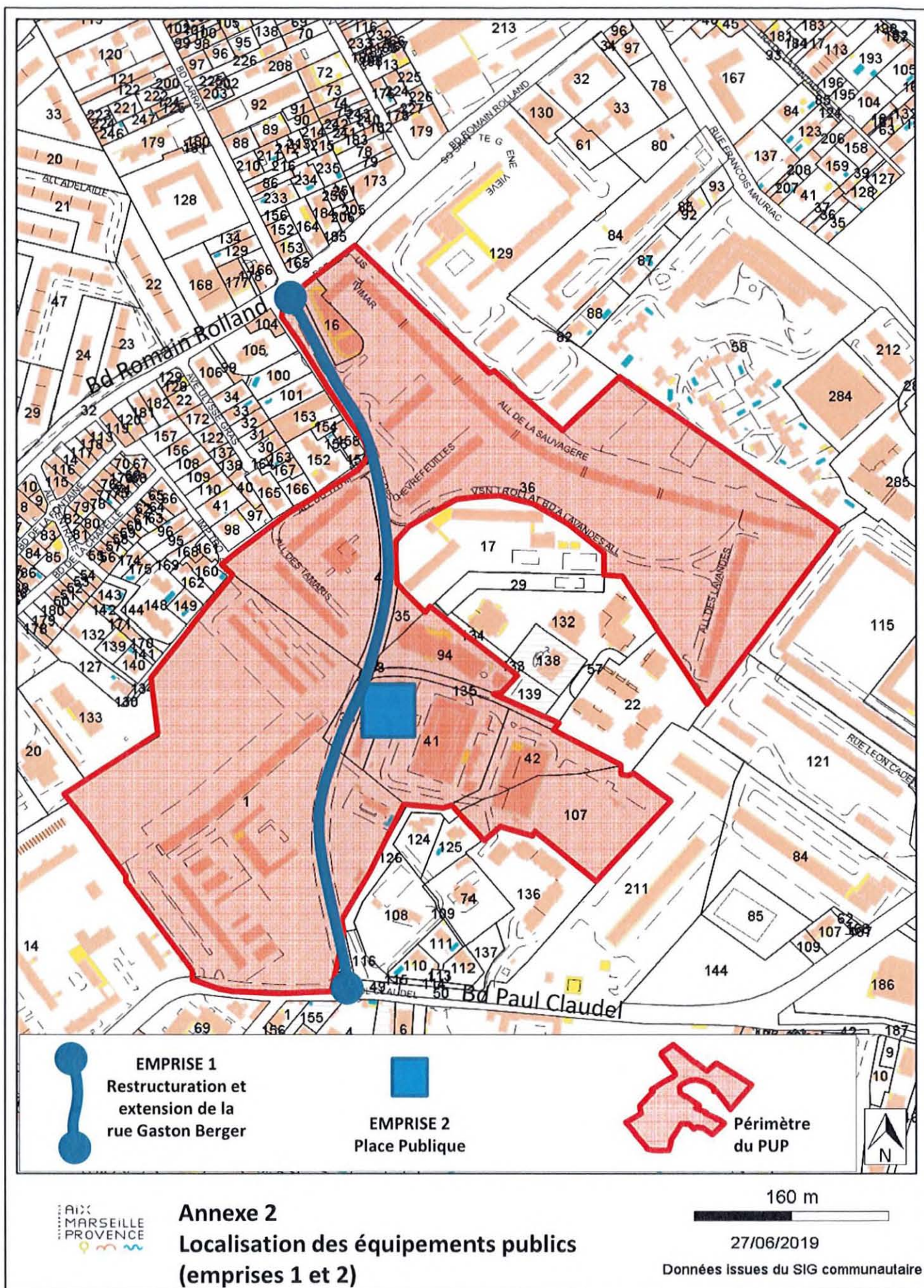
Pour la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER











Reçu au Contrôle de légalité le 25 octobre 2019



PUP GASTON BERGER - Marseille 10ème arrondissement  
Equipements publics à réaliser - Coût et répartition financière

ANNEXE 3

							Prise en charge par la Métropole		Prise en charge par les constructeurs		SCCV Marseille Gaston Berger				Autres opérations immobilières			
Ouvrages	Maitre d'ouvrage	surface	coût HT ( y compris acquisition foncière)	honoraires ou frais d'actes	Total HT	Total HT arrondi	part prise en charge par la Métropole	%	part prise en charge par les constructeurs	%	Montant	% sur part constructeur	% coût ouvrage	Ratio €/m2 sdp	Montant	% sur part constructeur	% coût ouvrage	Ratio €/m2 sdp
Requalification et extension de la rue Gaston Berger Création d'une place publique	Métropole Aix Marseille Provence	12 335	3 797 150 €	312 040 €	4 109 190 €	4 110 000 €	1 330 000 €	32%	2 780 000 €	68%	2 300 000 €	83%	56%	80,42 €	480 000 €	17%	12%	80 €



**Avis au Public**

**Approbation du Projet Urbain Partenarial (PUP)**

**« Gaston Berger »**

**Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement**

Par délibération URB 045-6629/19/BM du 26 septembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé l'institution d'un Périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Gaston Berger », situé dans le 10<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, ainsi que la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger.

Cette convention a été signée le 23 décembre 2019 et notifiée à la SCCV Marseille Gaston Berger le 24 janvier 2020.

Le présent avis est affiché :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence, 58 Boulevard Charles Livon 13007 Marseille
- À la Mairie des 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille
- Dans les locaux de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille Provence situés au 40 rue Fauchier 13002 Marseille

La convention est consultable en Mairie des 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements, dans les locaux de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille Provence situés au 40 rue Fauchier 13002 Marseille ainsi que sur les sites internet de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille Provence.

La convention sera publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille Provence.